



Assemblée générale

Distr. générale
19 juillet 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 76 de l'ordre du jour provisoire*

Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies

Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport a été établi en application des paragraphes 31 et 32 de la résolution [78/102](#) de l'Assemblée générale. On trouvera dans la section II un résumé des informations communiquées par les États sur la question de savoir si leur droit interne établit leur compétence à l'égard de leurs nationaux ayant la qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies. La section III présente un résumé des informations communiquées par les États touchant la suite donnée par l'État de nationalité de l'intéressé(e) à toutes allégations crédibles laissant présumer qu'une infraction pénale a été commise par tel ou tel de ses ressortissants fonctionnaire ou expert en mission des Nations Unies et aux questions y relatives. La section IV donne un aperçu de la coopération pratiquée par les États entre eux et avec l'Organisation des Nations Unies pour ce qui est d'échanger des informations et de faciliter les enquêtes et les poursuites, ainsi que de la protection des victimes et des témoins tout au long de la procédure. On trouvera à la section V un résumé des informations sur la vérification des antécédents communiquées par les États Membres qui fournissent du personnel à l'Organisation. La section VI donne un aperçu des observations communiquées par les États au sujet du rapport du Groupe d'experts juridiques sur la question de la responsabilité des fonctionnaires de l'ONU et des experts en mission ayant commis des infractions pénales dans le cadre d'opérations de maintien de la paix ([A/60/980](#)), notamment les mesures à prendre à l'avenir. Les sections VII et VIII sont consacrées aux activités menées au Secrétariat.

* [A/79/150](#).



I. Introduction

1. Établi en application de la résolution 78/102, dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la résolution, en particulier de ses paragraphes 10, 12, 13, 15, 18, 20 et 30, et des problèmes concrets rencontrés à cette occasion, en se fondant sur les informations reçues des États et du Secrétariat, le présent rapport propose un résumé des informations communiquées. Le texte intégral des communications reçues des États sera publié sur le site de la Sixième Commission (<https://www.un.org/fr/ga/sixth/>).
2. Des informations ont été reçues des États suivants : Arabie saoudite, El Salvador, Grèce, Iraq, Oman, Panama, Philippines, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Slovaquie.
3. La section II comporte les informations communiquées au sujet de la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies comme suite au paragraphe 10 de la résolution 78/102, la section III étant consacrée à celles communiquées en application des paragraphes 18 à 20 de la résolution, et la section IV à celles transmises comme suite du paragraphe 12, cependant que la section V traite des informations résultant du paragraphe 13 de la résolution et la section VI de celles découlant du paragraphe 15.
4. Les sections VII et VIII sont consacrées aux activités menées au Secrétariat en application des paragraphes 6, 13, 14, 18 à 24 et 32 de la résolution.
5. Le présent rapport doit être lu en parallèle avec les précédents rapports présentés par le Secrétaire général au titre du point relatif à la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies¹. Comme le Secrétaire général l'a dit dans ses précédents rapports, le présent rapport et le travail accompli par la Sixième Commission ne portent que sur un aspect des activités que l'Organisation des Nations Unies consacre à la question de la responsabilité pénale en son sein. Il existe à l'ONU, en matière de responsabilité, divers mécanismes de communication de l'information qui intéressent aussi en partie la responsabilité pénale des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies. Comme le Secrétaire général l'a noté dans des rapports antérieurs (voir, par exemple, A/78/248), d'autres rapports résultant d'autres mandats peuvent présenter un intérêt sur ce sujet².

II. Établissement de la compétence pour les infractions graves

El Salvador

6. El Salvador a produit de nouveau des informations communiquées précédemment (voir A/65/185, A/67/213, A/69/210, A/74/145, A/75/217, A/76/208 et A/77/225).

Grèce

7. La Grèce a rappelé ce qu'elle avait indiqué précédemment (voir A/75/217 et A/77/225) et décrit les modifications apportées à sa législation applicable en vertu de la loi n° 5090/2024, publiée au Journal officiel n° 30, volume A, du 23 février 2024.

¹ A/78/275, A/78/248, A/77/237, A/77/225, A/76/208, A/76/205, A/75/228, A/75/217, A/74/145, A/74/142, A/73/155, A/73/129, A/73/128, A/72/205, A/71/167, A/70/208, A/69/210, A/68/173, A/67/213, A/66/174 et A/66/174/Add.1, A/65/185, A/64/183 et A/64/183/Add.1, et A/63/260 et A/63/260/Add.1.

² Voir, par exemple, A/78/603 et A/78/603/Corr.1, A/78/678 et A/78/774.

8. L'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 8 du Code pénal (Infractions commises à l'étranger qui sont toujours passibles de sanctions en droit grec) a été modifié de façon à ce que soit établie la compétence nationale à l'égard des actes dirigés contre des employés d'organisations ou d'organismes publics, internationaux ou supranationaux et de la corruption active d'une personne exerçant une fonction publique ou accomplissant une mission de service public pour le compte d'un État étranger.

9. En outre, le paragraphe 4 de l'article 236 du Code pénal, relatif à la corruption active de fonctionnaire, a été modifié de manière à ce que soient aussi visés les actes dirigés contre les employés d'une organisation publique, internationale ou supranationale, qu'elle ait son siège en Grèce ou que la Grèce en soit membre.

Iraq

10. L'Iraq a indiqué que son Conseil supérieur de la magistrature avait confirmé qu'il incombait à l'État de poursuivre en justice ceux de ses nationaux ayant qualité de fonctionnaires des Nations Unies qui avaient commis une infraction pénale, la compétence que lui confère sa loi pénale n° 111 de 1969 s'appliquant à tous ses nationaux (voir aussi [A/63/260/Add.1](#), [A/65/185](#) et [A/74/145](#)).

Oman

11. Oman a complété les informations qu'il avait communiquées précédemment (voir [A/78/248](#)), indiquant de nouveau qu'il était compétent pour juger ses nationaux ayant qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies, en vertu de l'article 18 de son code pénal, promulgué par le décret royal n° 7/2018 et actualisé par le décret royal n° 78/2022. En outre, selon l'article 20 dudit code, les dispositions de ce dernier s'appliquent également aux étrangers se trouvant à Oman, étant entendu que si le droit omanais et le droit du lieu où l'acte en question a été commis diffèrent, la différence doit profiter à l'accusé.

Panama

12. Le Panama a produit de nouveau des informations communiquées précédemment (voir [A/65/185](#) et [A/67/213](#)) et ajouté que son décret ministériel n° 280 du 13 août 1970 établissait le régime national d'octroi de privilèges et immunités aux missions diplomatiques et consulaires étrangères et à leurs membres, et aux représentants d'organisations internationales et de missions spéciales de ces dernières ou de gouvernements étrangers et à leurs membres.

Philippines

13. Les Philippines ont indiqué que leur droit pénal était ancré dans le principe de territorialité, en conséquence de quoi il n'était applicable qu'à l'intérieur de leur ressort territorial. Des exceptions au principe de territorialité sont établies par l'article 2 du Code pénal révisé, par la loi de la République n° 9581, aussi appelée « Philippine Act on Crimes Against International Humanitarian Law, Genocide, and Other Crimes Against Humanity » (loi philippine sur les infractions au droit international humanitaire, le génocide et les autres crimes contre l'humanité), et par la jurisprudence, dans certains cas et dans une mesure très limitée (lorsqu'un des éléments du crime ou du délit a eu lieu à l'étranger et qu'un autre s'est produit sur le territoire philippin).

14. L'article 2 du Code pénal révisé établit la compétence nationale à l'égard des personnes qui ont : a) commis une infraction alors qu'ils se trouvaient à bord d'un navire ou d'un aéronef philippin ; b) contrefait ou falsifié de la monnaie philippine

ou des obligations ou titres émis par le Gouvernement philippin ; c) commis des actes liés à l'introduction aux Philippines de tels obligations ou titres ; d) commis une infraction dans l'exercice de leurs fonctions, en qualité de fonctionnaires ou d'agents ; e) ont commis une des atteintes à la sécurité nationale et au droit des gens définies au Titre premier du Livre deux dudit code.

15. Les militaires ayant commis des infractions pendant leur déploiement dans des opérations de maintien de la paix des Nations Unies sont soumis au droit militaire et peuvent être jugés par une cour martiale pour violations de l'article 96 (Conduite indigne d'un officier ou contraire à l'honneur) ou de l'article 97 (Article général) de la loi du Commonwealth n° 408 (« Articles of War », code militaire), passibles de renvoi pour manquement à l'honneur ou d'emprisonnement.

16. En outre, comme le prescrit la loi de la République n° 5440, intitulée « An Act Amending Sections Nine and Seventeen of the Judiciary Act of 1948 » (loi modifiant les articles 9 et 17 de la loi de 1948 sur le pouvoir judiciaire), la Cour suprême des Philippines conserve sa compétence initiale sur les affaires concernant des ambassadeurs, d'autres ministres publics et des consuls, même à l'égard des représentants du Gouvernement philippin auprès l'Organisation des Nations Unies, qui bénéficient de l'immunité diplomatique en vertu de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques ou de la Convention de Vienne sur les relations consulaires. Les Philippines estiment respecter, par ce dispositif, les prescriptions de la résolution 78/102 de l'Assemblée générale relatives à l'exercice de la compétence pénale à l'égard de leurs ressortissants travaillant pour l'ONU, que ce soit à titre civil ou militaire.

17. La loi de la République n° 9851 (loi philippine sur les infractions au droit international humanitaire, le génocide et les autres crimes contre l'humanité) est une loi pénale spéciale qui établit une exception au principe de territorialité en appliquant la compétence extraterritoriale aux infractions au droit international humanitaire telles que les crimes de guerre, le génocide et les autres crimes contre l'humanité. Elle dispose spécifiquement en son article 17 que les Philippines peuvent exercer leur compétence, à certaines conditions, à l'égard des personnes, militaires ou civiles, soupçonnées ou accusées d'un des crimes qu'elle définit et sanctionne, quel que soit le lieu où le crime a été commis. Si l'auteur présumé du crime est philippin, s'il se trouve aux Philippines ou si le crime qu'il a commis visait un ressortissant philippin, la compétence philippine s'applique, quel que soit l'endroit où les faits se sont produits. Dans tous les cas, l'État hôte et les autres États qui pourraient être concernés doivent coopérer, dans l'intérêt de l'efficacité des enquêtes et des poursuites. La Cour suprême des Philippines a précisé que les Philippines avaient l'obligation de poursuivre ou d'extrader les ressortissants étrangers accusés de violations de la loi de la République n° 9851³.

18. En outre, la Cour suprême a statué que la loi de la République n° 9262, également appelée « Anti-Violence Against Women and their Children Act of 2004 » (loi de 2004 contre la violence à l'égard des femmes et de leurs enfants), conférait aux juridictions philippines la compétence extraterritoriale nécessaire pour connaître des violences psychologiques liées à l'infidélité conjugale même si la relation illicite présumée avait eu lieu hors du pays, lorsque la victime était résidente du lieu où la plainte avait été déposée, au motif que le trouble psychique qui en résultait était un élément matériel de l'infraction⁴. Dans certains cas et dans une mesure très limitée, lorsqu'un des éléments du crime ou du délit avait eu lieu à l'étranger et un autre s'était

³ *Bayan Muna vs. Romulo*, G.R. n° 159618, 1^{er} février 2011.

⁴ *AAA vs. BBB*, G.R. n° 212448, 11 janvier 2018.

produit sur le territoire philippin, les Philippines pouvaient exercer leur compétence à l'égard de ce crime ou de ce délit.

19. Dans les autres cas, faute de loi autorisant expressément l'application de la compétence extraterritoriale, qui leur permettrait d'engager des poursuites contre leurs ressortissants ayant qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies, les Philippines ne sont généralement pas en mesure de poursuivre et juger au pénal lesdits fonctionnaires ou experts pour des infractions commises hors du ressort territorial philippin.

Qatar

20. Le Qatar a produit de nouveau des informations communiquées précédemment (voir [A/63/260](#), [A/65/185](#), [A/66/174](#), [A/68/173](#) et [A/70/208](#)).

Arabie saoudite

21. L'Arabie saoudite a indiqué que son droit interne ne prévoyait rien de particulier en ce qui concerne la responsabilité pénale de ses ressortissants ayant qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies. Elle est cependant partie à plusieurs instruments internationaux portant sur la lutte contre certaines infractions graves qui prévoient l'exercice de la compétence pénale pour des actes commis par ses ressortissants à l'étranger, comme la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et la Convention des Nations Unies contre la corruption.

Slovénie

22. La Slovénie a produit les versions actualisées du texte de dispositions indiquées précédemment (voir [A/65/185](#) et [A/66/174](#)).

III. Suite donnée par les États aux allégations crédibles laissant présumer que leurs ressortissants ayant la qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies ont commis une infraction, et questions connexes

El Salvador

23. El Salvador a indiqué que des mesures concernant le personnel opérationnel et administratif de la police nationale civile avaient été prises pour que les services et fonctions de police soient assurés efficacement, que ce soit dans le pays ou dans le cadre d'une mission des Nations Unies.

24. Selon la loi portant régime disciplinaire de la police salvadorienne, la fonction disciplinaire est indépendante et doit être exercée sans préjudice de la responsabilité civile ou pénale, ou de toute forme de responsabilité administrative qui pourrait être applicable. Les plaintes, griefs ou avertissement relatifs à tout acte de nature criminelle sont également transmis au Bureau du Procureur général en vue d'une enquête pénale.

25. El Salvador a indiqué également que, comme le prescrit la loi organique régissant l'Inspection générale de la sécurité publique, les affaires sont renvoyées à cette dernière, organe de direction et de contrôle des institutions chargées de la sécurité publique, qui les instruit. L'Inspection générale est habilitée à ordonner des enquêtes et à traiter les plaintes concernant le comportement professionnel des

membres du personnel de la police civile nationale, ainsi qu'à engager des instances disciplinaires lorsque ceux-ci ont commis des actes graves et très graves.

26. Comme il a été dit dans des communications précédentes, lorsque des membres du personnel ont commis une faute dans le cadre d'une mission de la paix, l'enquête est confiée aux organes disciplinaires correspondants, l'assistance technique nécessaire est fournie, le suivi des affaires est assuré et il est donné suite aux demandes faites par l'ONU.

27. El Salvador a indiqué qu'à ce jour, les forces armées salvadoriennes n'avaient enregistré aucune allégation visant des Salvadoriens membres du personnel d'une opération de maintien de la paix, ou infraction grave commise par eux, et qu'aucune extradition, enquête ou procédure pénale n'avait donc été nécessaire (voir aussi [A/75/217](#), [A/76/208](#) et [A/77/225](#)). Il reconnaît toutefois avoir l'obligation légale d'enquêter et d'exercer sa compétence, ainsi que, dans certains cas, de communiquer des informations permettant la production de preuves dans le pays où l'infraction a été commise.

Qatar

28. Le Qatar a produit de nouveau des informations communiquées précédemment (voir [A/65/185](#), [A/66/174](#), [A/68/173](#), [A/70/208](#) et [A/73/129](#)).

IV. Coopération entre les États et entre ces derniers et l'Organisation des Nations Unies aux fins d'échanges d'information, de la conduite d'enquêtes et de poursuites, et de la protection des victimes et témoins en cours d'instance

El Salvador

29. El Salvador a indiqué que, par suite des récentes modifications apportées à son code de procédure pénale par le décret n° 929, adopté par l'Assemblée législative et publié au Journal officiel n° 5, volume 442, du 9 janvier 2024, ledit code comportait désormais une nouvelle section (Livre six – Coopération internationale) qui comprenait des dispositions relatives, entre autres, à l'extradition, à la coopération internationale, aux procédures spéciales, à l'entraide judiciaire, à la visioconférence et à la préservation des preuves ou des preuves électroniques, et qui constituait un bon moyen de déterminer les procédures à suivre dans les cas non prévus par les accords internationaux.

30. Les nouvelles dispositions règlent notamment les questions relatives à l'extradition, comme la définition de l'extradition, les autorités compétentes, les critères formels d'octroi de l'extradition, les motifs de refus, l'extradition passive et active, le contenu d'une demande d'extradition, la procédure à suivre, la procédure de remise et les procédures spéciales, entre autres aspects qui contribuent à la bonne gestion de l'extradition, de la coopération et de l'entraide judiciaire.

31. Les modifications apportées répondaient à la nécessité d'aligner les règles de procédure pénale salvadoriennes sur les instruments internationaux ratifiés par le pays et d'harmoniser les règles applicables à l'extradition afin d'en garantir une mise en œuvre systématique et efficace par l'institution d'un dispositif juridique propre à faciliter l'exercice effectif du pouvoir constitutionnel conféré à la Cour suprême de justice.

Panama

32. Le Panama a indiqué que, comme prévu à l'article premier de la loi n° 11 du 31 mars 2015, ses autorités, par l'intermédiaire des entités compétentes, facilitaient l'entraide judiciaire en matière d'enquêtes, de poursuites et de procédures relatives à des actes visés par la loi panaméenne, lorsque d'autres États en faisaient la demande et conformément aux conventions ou traités internationaux en vigueur pour lui. En l'absence de tels conventions ou traités, l'entraide pouvait être fournie en vertu du principe universel de la réciprocité. À cet égard, le Panama signale avoir ratifié un grand nombre de traités bilatéraux et multilatéraux sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale et sur l'extradition, y compris en ce qui concerne des infractions graves.

33. Pour ce qui est de l'éventuel usage d'informations et de pièces obtenues de l'Organisation aux fins de poursuites pénales, le Panama a déclaré que l'entraide judiciaire était un mécanisme de coopération officiel dans le cadre duquel les éléments de preuve obtenus pouvaient être versés à un dossier en vue d'une évaluation ultérieure par l'autorité juridictionnelle. Il a ajouté que l'article 376 de son code de procédure pénale lui conférait la liberté de la preuve, ce qui signifiait que les actes passibles de sanctions et les circonstances dans lesquelles ils avaient été commis pouvaient être établis par toute preuve autorisée, dans les limites fixées par la loi. Néanmoins, les preuves ne pouvaient être examinées que si elles avaient été obtenues par des moyens légaux et conformément aux dispositions du Code.

34. Le Panama a expliqué par ailleurs que des mesures de protection des victimes, témoins et des collaborateurs de justice étaient prévues dans le Livre trois, chapitre V, de son code de procédure pénale, plus précisément aux articles 332 à 338 de celui-ci.

Philippines

35. Les Philippines ont indiqué que lorsqu'un fonctionnaire ou expert en mission des Nations Unies de nationalité philippine était présumé avoir participé à la commission d'une infraction alors qu'il était au service de l'Organisation sur le territoire de l'État hôte, elles étaient tenues de coopérer, en tant qu'autorité compétente pour faciliter la bonne administration de la justice, comme prévu à la section 21 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies. En outre, en pareil cas, la compétence philippine ne s'appliquait que lorsque, comme indiqué plus haut, une des circonstances prévues à l'article 2 du Code pénal révisé était réalisée, ou lorsque l'infraction en question constituait une infraction au droit international humanitaire, un acte de génocide ou un autre crime contre l'humanité au sens de la loi de la République n° 9851, ou encore lorsqu'un des éléments du crime ou du délit avait eu lieu à l'étranger et qu'un autre s'était produit sur le territoire philippin.

36. Selon l'expérience des Philippines, qui avaient connu une affaire d'exploitation et d'atteintes sexuelles dans laquelle était impliqué un membre du personnel de maintien de la paix philippin, l'Organisation pouvait prendre en considération les indices convaincants recueillis lors de l'enquête initiale pour déterminer, dans une instance pénale, si les faits imputés à un ou une membre de ce personnel étaient plausibles ou non.

37. En ce qui concerne la protection des victimes et des témoins, les Philippines ont indiqué que l'article 13 de la loi de la République n° 9851 comprenait une disposition pertinente, sur les mesures visant à protéger la sécurité, le bien-être physique et psychologique, la dignité et la vie privée des victimes et des témoins, compte tenu de tous les facteurs utiles à cet égard, dont l'âge, le sexe et l'état de santé, ainsi que la nature de l'infraction en cause, en particulier, mais non exclusivement, lorsque des

violences sexuelles ou de genre ou des violences contre les enfants avaient été commises. Ces mesures pouvaient consister dans le recours au huis clos ou l'autorisation de moyens spéciaux de présentation des preuves, l'exercice par les victimes de leur droit d'exposer leurs vues et leurs préoccupations, ou la protection des témoins lors de la communication de pièces ou d'éléments. La Cour suprême des Philippines a souligné que la protection des droits humains des accusés, des victimes et des témoins avait été déclarée politique publique dans la loi de la République n° 9851, où étaient également prévues des voies de recours accessibles et tenant compte des questions de genre⁵.

Qatar

38. Le Qatar a produit de nouveau des informations communiquées précédemment (voir [A/65/185](#), [A/66/174](#), [A/68/173](#) et [A/70/208](#)).

Slovénie

39. La Slovénie a produit de nouveau des informations communiquées précédemment (voir [A/65/185](#) et [A/66/174](#)).

V. Vérification des antécédents par les États Membres fournisseurs de personnel à l'Organisation des Nations Unies

El Salvador

40. El Salvador a produit de nouveau les informations communiquées précédemment au sujet du Centre de formation aux opérations de paix de ses forces armées (voir [A/74/145](#), [A/75/217](#), [A/76/208](#) et [A/77/225](#)) et en a fourni de nouvelles, sur les mesures supplémentaires mises en place à des fins préventives, dont la première est appliquée au moment de la sélection du personnel. Lorsque des candidatures de policiers ou de personnel administratif sont proposées pour une mission de maintien de la paix, les intéressés sont soumis à des évaluations psychologiques visant à s'assurer qu'ils ont les aptitudes requises et suivent des séances de sensibilisation lors desquelles est soulignée l'importance de la politique de tolérance zéro à l'égard de la commission d'infractions par des fonctionnaires et des experts des Nations Unies en mission.

Iraq

41. L'Iraq a indiqué que son Conseil supérieur de la magistrature considérait que la sélection des personnes dont il était envisagé de présenter la candidature à des postes à l'ONU était une étape cruciale qui devait faire l'objet de procédures longues et rigoureuses, afin de garantir que les candidats sélectionnés étaient les plus qualifiés et les plus aptes à occuper les postes à pourvoir. Il a expliqué que, selon le droit iraquien de la fonction publique, les fonctionnaires devaient obligatoirement jouir d'une bonne réputation et ne pas avoir de casier judiciaire.

Arabie saoudite

42. L'Arabie saoudite a indiqué que, pour sélectionner ceux de ses ressortissants dont elle envisageait de présenter la candidature à des postes à l'ONU, elle appliquait un système fondé sur des critères axés sur les compétences. L'Organisation ne l'a informée d'aucun cas de commission d'une infraction grave par une personne de

⁵ *Pangilinan vs. Cayetano*, G.R. n°s 238875, 239483 et 240954, 16 mars 2021.

nationalité saoudienne en qualité de fonctionnaire ou d'expert en mission des Nations Unies.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

43. Le Royaume-Uni a produit de nouveau des informations communiquées précédemment (voir [A/77/225](#) et [A/78/248](#)). Il a indiqué avoir dispensé une formation sur les normes et exigences de l'ONU, y compris sur l'exploitation et les atteintes sexuelles, aux contingents et au personnel de police fournis par plusieurs pays à des missions des Nations Unies et de l'Union africaine. Par exemple, en collaboration avec des pays partenaires, l'équipe britannique d'appui au maintien de la paix en Afrique a mis au point un module portant spécialement sur l'exploitation et les atteintes sexuelles, qu'elle a inscrit dans la formation qu'elle donne préalablement au déploiement. Ce module comprend une présentation des mécanismes et procédures de signalement, ainsi qu'une formation sur les droits des personnes survivantes et les répercussions de l'exploitation et des atteintes en question sur ces personnes, la mission et la population locale. Au cours de l'exercice financier 2023/24, 2 208 personnes ont suivi cette formation. En outre, le Royaume-Uni a versé 100 000 livres sterling pour contribuer au financement du programme d'action du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité relatif à l'exploitation et aux atteintes sexuelles pour l'exercice 2024/25. Ce programme a pour objet de sensibiliser au problème de l'exploitation et des atteintes sexuelles au moyen de formations, de lutter contre les causes de cette exploitation et de ces atteintes par l'amélioration de la vérification des antécédents, et de dispenser une aide aux victimes.

44. Rappelant ce qu'il avait déjà expliqué au sujet de la politique adoptée par son ministère de la défense pour prévenir et réprimer l'exploitation et les atteintes sexuelles commises par des membres du personnel militaire ou du personnel civil participant à des activités de défense (voir [A/78/248](#)), le Royaume-Uni a indiqué qu'une évaluation avait été entreprise afin de s'assurer que tous les aspects de cette politique étaient pertinents et efficaces.

VI. Observations sur le rapport du Groupe d'experts juridiques, notamment en ce qui concerne la suite à lui donner

El Salvador

45. El Salvador a produit de nouveau des informations communiquées précédemment (voir [A/74/145](#), [A/75/217](#), [A/76/208](#) et [A/77/225](#)).

Oman

46. Oman a exposé de nouveau le point de vue exprimé précédemment (voir [A/78/248](#)).

Philippines

47. Les Philippines estiment que les infractions pénales commises par des fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies, en particulier les infractions graves, ne peuvent être considérées comme des actes officiels couverts par l'immunité de poursuites. Toute violation du droit pénal porte atteinte à l'intégrité et à la réputation des États et de l'Organisation et réduit à néant les objectifs que les missions s'emploient à atteindre. Il semble cependant que certaines subtilités juridiques des régimes de la compétence et de l'immunité peuvent empêcher le bon déroulement des enquêtes et des poursuites concernant les infractions imputées à des fonctionnaires

ou experts des Nations Unies en mission, ce que l'Assemblée générale s'est efforcée de régler par sa résolution 78/102.

48. Les Philippines ont fait valoir que l'établissement par les États Membres de leur compétence à l'égard des infractions, en particulier des infractions graves, commises par leurs nationaux fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies va dans le sens de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, dans laquelle il est dit que les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires non à leur avantage personnel, mais dans le seul but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions. Pour que justice puisse être véritablement rendue, les auteurs des infractions alléguées doivent dûment répondre de leurs actes, et la compétence doit être plus large ou plus souple.

Arabie saoudite

49. L'Arabie saoudite a souligné que les personnes jouissant de privilèges et d'immunités ne devaient pas les utiliser pour se soustraire à la justice.

50. Le pays estime que l'exercice de la compétence pénale revient au premier chef à l'État de nationalité du fonctionnaire ou de l'expert des Nations Unies en question. À cette fin, cet État devrait faire preuve de diligence raisonnable en amenant la personne concernée à répondre de ses actes dès que l'Organisation l'a informé de la situation.

VII. Suite donnée par les États aux allégations crédibles laissant présumer que leurs ressortissants ayant la qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies ont commis une infraction, et questions connexes

51. Aux paragraphes 18 à 24 et 28 à 32 de sa résolution 78/102, l'Assemblée générale a demandé instamment aux États Membres de communiquer des informations au Secrétaire général, prié ce dernier de lui fournir certains renseignements et demandé à l'Organisation de prendre certaines mesures concernant la question de la responsabilité pénale des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies.

Infractions pénales commises par des membres du personnel déployés dans des missions

52. Le Secrétaire général continue de renvoyer les allégations crédibles laissant présumer que des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies ont commis quelque infraction pénale aux États de nationalité des intéressés, comme l'Assemblée générale l'a demandé à plusieurs reprises, notamment en dernier lieu au paragraphe 18 de sa résolution 78/102. En outre, conformément aux orientations publiées en 2018, les missions continuent d'être tenues de coopérer aux enquêtes et poursuites qui peuvent être engagées par les États hôtes dans ces affaires. En ce qui concerne le personnel des contingents militaires déployés dans les missions des Nations Unies sur le terrain, qui ne peut faire l'objet de poursuites dans les États hôtes, le Secrétariat continue, en collaboration avec les pays fournisseurs de contingents, d'assurer le suivi des mesures prises à la suite d'allégations fondées de faute, notamment des poursuites pénales lorsque ces fautes sont constitutives d'infraction pénale.

53. Au cours de la période considérée, le Bureau des affaires juridiques a renvoyé aux États de nationalité des personnes concernées 11 affaires liées à des infractions

pénales présumées mettant en cause des membres du personnel des missions (voir annexe I).

Renvoi d'affaires mettant en cause des fonctionnaires ou experts en mission au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024

54. La demande formulée au paragraphe 18 de la résolution 78/102 est semblable à celles que l'Assemblée générale a formulées au paragraphe 18 de la résolution 77/98 (voir A/78/248, pour 2022/23), au paragraphe 18 de la résolution 76/106 (voir A/77/225, pour 2021/22), au paragraphe 18 de la résolution 75/132 (voir A/76/208, pour 2020/21), au paragraphe 18 de la résolution 74/181 (voir A/75/217, pour 2019/20), au paragraphe 18 de la résolution 73/196 (voir A/74/145, pour 2018/19), au paragraphe 18 de la résolution 72/112 (voir A/73/129, pour 2017/18), au paragraphe 17 de la résolution 71/134 (voir A/72/205, pour 2016/17), au paragraphe 15 de la résolution 70/114 (voir A/71/167, pour 2015/16) et au paragraphe 9 des résolutions 69/114 (voir A/70/208, pour 2014/15), 68/105 (voir A/69/210, pour 2013/14), 67/88 (voir A/68/173, pour 2012/13), 66/93 (voir A/67/213, pour 2011/12), 65/20 (voir A/66/174, pour 2010/11), 64/110 (voir A/65/185, pour 2009/10), 63/119 (voir A/64/183, pour 2008/09) et 62/63 (voir A/63/260, pour 2007/08).

55. Pendant la période allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024, le Bureau des affaires juridiques a renvoyé aux États de nationalité, par l'intermédiaire des missions permanentes concernées, 25 affaires relatives à 25 fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies (y compris les 11 affaires mentionnées ci-dessus) à des fins d'enquête et d'engagement éventuel de poursuites. Parmi ces affaires, 1 concernait des allégations de corruption ; 7 concernaient des allégations de fraude ; 1 concernait des allégations de vol ; 4 concernaient des allégations d'agression sexuelle et de harcèlement sexuel ; 12 concernaient des allégations de fraude aux prestations. On trouvera plus de détails sur ces affaires, comme le prévoit le paragraphe 32 de la résolution 78/102, dans l'annexe I du présent rapport.

Informations communiquées par les États concernant tous actes d'enquête et de poursuites accomplis, le cas échéant, et assistance demandée au Secrétariat

56. Conformément au paragraphe 20 de la résolution 78/102, le Secrétariat a demandé que les États auxquels des affaires avaient été renvoyées tiennent l'Organisation informée de toute mesure prise par les autorités nationales en rapport avec ces affaires et prié le Secrétaire général de suivre auprès des États concernés les affaires pour lesquelles aucune réponse n'avait été reçue. À la date d'établissement du présent rapport, le Secrétariat a été informé des mesures prises à l'égard de deux affaires renvoyées à l'État au cours de la période considérée. On trouvera également à l'annexe I les réponses reçues de la part des États au cours de la période considérée concernant les affaires renvoyées lors de périodes antérieures.

Informations sur la nature des allégations et informations communiquées par les États concernant toutes les affaires renvoyées depuis le 1^{er} juillet 2007

57. L'annexe I au présent rapport contient des informations sur les cas de renvoi d'allégations crédibles aux autorités nationales comme suite à la résolution 62/63 et aux résolutions suivantes sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies. Elle contient également des renseignements et des mises à jour communiqués par les États Membres pour y donner suite depuis le 1^{er} juillet 2007 et renseigne sur ces cas classés en diverses rubriques. On y trouvera en outre les dates auxquelles les demandes d'informations actualisées ont été adressées aux États par le Secrétaire général, comme l'Assemblée générale l'a demandé au paragraphe 32 de la résolution 78/102.

Notifications transmises par les États Membres au sujet d'enquêtes ou de poursuites concernant des infractions imputées à des fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies

58. Au paragraphe 19 de sa résolution 78/102, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de demander à tous les États ayant informé l'Organisation d'enquêtes ou de poursuites concernant des infractions imputées à des fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies de lui rendre compte de l'évolution de ces enquêtes ou poursuites, pour autant que celles-ci ne s'en trouvent pas affectées. Conformément aux paragraphes 19 et 32 de cette résolution, on trouvera dans l'annexe II au présent rapport des informations sur les enquêtes ou poursuites à l'encontre de fonctionnaires ou d'experts en mission communiquées à l'Organisation pendant la période considérée et dont l'insertion dans le présent rapport n'a pas été contestée par l'État concerné.

Utilisation éventuelle par les États exerçant leur compétence d'informations résultant d'enquêtes menées par l'Organisation des Nations Unies

59. Au paragraphe 22 de sa résolution 78/102, l'Assemblée générale a prié l'Organisation, lorsque ses enquêtes sur des allégations donnaient à penser qu'une infraction grave avait pu être commise par un fonctionnaire ou expert en mission des Nations Unies, d'envisager toutes les mesures propres à permettre aux États de faire éventuellement usage des informations et pièces ainsi réunies aux fins des poursuites pénales qu'ils auraient engagées et ce, sans perdre de vue les droits de la défense. Dans le même sens, au paragraphe 24 de la résolution, elle a prié instamment l'Organisation de continuer à coopérer avec les États qui exerçaient leur compétence en vue de leur fournir, dans le respect des règles applicables du droit international et des accords régissant les activités de l'Organisation, toutes informations et pièces utiles aux fins des poursuites pénales qu'ils engageaient.

60. Il importe à cet égard de rappeler que le cadre juridique applicable aux renvois d'affaires par l'Organisation et au rôle du Secrétaire général en la matière est déjà défini dans un rapport précédent du Secrétaire général sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies (voir A/63/260, sect. IV).

61. L'Organisation des Nations Unies coopère avec les services chargés de l'application des lois et les autorités judiciaires des États Membres intéressés, conformément aux droits et obligations résultant pour elle de la Charte des Nations Unies et de la Convention du 13 février 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies, ainsi que des autres accords internationaux et principes de droit gouvernant la matière. Par suite, elle communique toutes informations ou tous documents utiles et lève, au cas par cas, l'immunité de toute personne dès lors que le Secrétaire général considère que cette immunité viendrait entraver le cours de la justice et pourrait être levée sans que les intérêts de l'Organisation s'en trouvent préjudiciés. En conséquence, l'Organisation peut communiquer à telles autorités compétentes toutes informations et pièces utiles en sa possession, celles-ci pouvant être caviardées en cas de besoin, sous réserve du respect de la confidentialité et des privilèges et immunités. Il convient de noter que, l'Organisation des Nations Unies n'ayant pas compétence pour mener des enquêtes ou exercer des poursuites pénales, il appartient aux autorités judiciaires saisies par elle de toutes informations ou pièces d'en apprécier la valeur probante, y compris la recevabilité aux fins de toute instance.

Protection des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies contre toutes mesures de rétorsion

62. En ce qui concerne les informations demandées aux paragraphes 23 et 25 de la résolution 78/102, celles résultant des rapports précédents du Secrétaire général (voir,

par exemple, [A/70/208](#), par. 34 et 35) sont toujours d'actualité. En outre, la version révisée de la circulaire du Secrétaire général sur la « Protection contre les représailles des personnes qui signalent des manquements et qui collaborent à des audits ou à des enquêtes dûment autorisés » ([ST/SGB/2017/2/Rev.1](#)) a été publiée le 28 novembre 2017.

VIII. Mesures concrètes visant à renforcer la formation préalable au déploiement et la procédure de vérification des antécédents

63. Conformément à la Charte des Nations Unies, le Secrétaire général continue d'attendre que tous les membres du personnel des Nations Unies, y compris les membres du personnel en tenue déployés dans des missions de maintien de la paix et des missions politiques spéciales, fassent preuve des plus hautes qualités d'intégrité. Le Secrétariat veille à ce que les personnes qui rejoignent l'Organisation et les policiers et militaires qui sont déployés dans des missions soient pleinement informés que l'Organisation attend d'eux qu'ils observent les normes de conduite des Nations Unies, notamment en respectant les lois des pays hôtes. Les membres du personnel suivent des formations, dont des formations obligatoires sur les différentes questions déontologiques, et participent à des activités de sensibilisation, comme les dialogues en cascade organisés chaque année, ce qui leur permet de connaître les normes de conduite des Nations Unies, l'obligation qui leur est faite de dénoncer les fautes, la procédure à suivre à cet effet et la politique de protection contre les représailles que pourraient entraîner une telle dénonciation ou la collaboration à une enquête autorisée. Ces questions sont également traitées lors des formations préalables au déploiement données aux policiers et militaires par les pays contributeurs. La formation en ligne obligatoire sur l'exploitation et les atteintes sexuelles est toujours proposée dans les six langues officielles de l'ONU, en trois versions : une pour l'ensemble du personnel des Nations Unies, une pour les membres du personnel en tenue exerçant des fonctions d'encadrement ou de commandement et une pour les membres du personnel civil exerçant des fonctions d'encadrement ou de direction. Par ailleurs, un module de renforcement des compétences a été élaboré dans le cadre du programme d'apprentissage « Pipeline to peacekeeping command » (Préparation au commandement dans les opérations de paix). Ce module vise à donner aux commandants militaires et aux commandants de police les connaissances et les compétences dont ils auront besoin pour assurer la prévention des fautes, dont la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles, signaler toutes allégations de faute et coopérer dûment aux enquêtes. Également proposé dans les six langues officielles, il en a été établi une version qui se suit partiellement en ligne et comporte des activités supplémentaires en présentiel, et une version qui se suit entièrement en présentiel. Il devrait être lancé dans le cadre de sessions de formation des formateurs organisées à l'intention de divers groupes de pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police. Les missions continuent d'offrir aux membres du personnel civil, militaire et policier une formation à leur arrivée, ainsi que des formations de mise à jour des connaissances. En outre, divers canaux sont utilisés pour rappeler en permanence au personnel les normes de conduite de l'Organisation.

64. Pour garantir que les personnes qui rejoignent l'Organisation ou qui y sont en poste possèdent les plus hautes qualités d'intégrité, il faut d'abord les sélectionner avec soin. À cette fin, le Secrétariat demande aux candidats externes aux postes de fonctionnaire de donner toute information sur leurs antécédents judiciaires dans leur candidature ; par ailleurs, les fonctionnaires en poste qui ont fait l'objet d'une condamnation pénale doivent en informer l'Organisation. Tout manquement à ces obligations d'information est passible de licenciement. S'agissant du personnel en

tenue, l'Organisation continue de demander aux États Membres qui fournissent du personnel pour les missions de certifier que les personnes qu'ils déploient n'ont pas d'antécédents judiciaires et n'ont pas commis de fautes.

65. Lors du recrutement à tel ou tel poste ou de l'affectation à telle ou telle mission, l'Organisation vérifie dans les états de service des fonctionnaires ou des membres du personnel en tenue que ceux-ci n'ont pas commis de fautes lors d'affectations antérieures dans le système des Nations Unies. Tout le personnel, qu'il soit civil, militaire ou policier, est soumis à cette vérification. Pour ce qui est des personnes postulant à des postes de fonctionnaire, le Secrétariat consulte également la base de données ClearCheck, dans laquelle sont enregistrés les renseignements concernant les faits avérés d'exploitation et d'atteintes sexuelles et de harcèlement sexuel, ainsi que les renseignements fournis à cet égard par d'autres entités des Nations Unies.

66. Ce dispositif complet de vérification fait partie intégrante des mesures de prévention prises au titre de la gestion des risques de faute dans les missions et au Secrétariat.

Annexe I

Informations supplémentaires sur la nature des allégations et informations communiquées par les États concernant toutes les affaires renvoyées depuis le 1^{er} juillet 2007

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
1	2008	2007/08	MINUL	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
2	2008	2007/08	UNOPS	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés moyennant la mise en place d'un système de marchés truqués	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
3	2008	2007/08	MINUS	Atteinte sexuelle	Viol et agression physique sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
4	2009	2008/09	MINUT	Infraction routière	Conduite en état d'ivresse ayant fait un blessé et un mort	Une enquête a été ouverte par l'État Membre : aucune autre information n'a été communiquée	Oui	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
5	2009	2008/09	ONUCI	Contrefaçon	Détention de fausse monnaie en connaissance de cause et menaces verbales	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
6	2009	2008/09	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds par l'utilisation d'un faux chèque pour retirer des fonds d'un compte bancaire des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
7	2009	2008/09	FNUAP	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de traitements sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
8	2009	2008/09	UNOPS	Corruption/fraude	Détournement et utilisation frauduleuse de fonds destinés à des projets financés par des donateurs	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
9	2009	2009/10	MONUC	Contrebande	Achat illicite et contrebande de diamants non taillés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
10	2010	2009/10	Secrétariat	Vol/détention illégale d'arme à feu	Vol d'une arme à feu appartenant aux Nations Unies et violation d'une loi relative à la détention d'armes à feu	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
11	2010	2009/10	Secrétariat	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses d'indemnité au titre de l'allocation-logement de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 mars 2012
12	2010	2009/10	UNIFEM	Corruption/fraude	Détournement frauduleux de biens afférents à des projets des Nations Unies vers des comptes privés	Une enquête et des poursuites contre des personnes étrangères aux Nations Unies ayant un lien avec l'affaire ont été engagées par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
13	2010	2009/10	Secrétariat	Fraude aux prestations/fraude aux visas	Présentation de demandes frauduleuses de visa et d'indemnité pour charges de famille	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	6 décembre 2011 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
14	2010	2010/11	MONUC	Exploitation et atteintes sexuelles	Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 mars 2012
15	2010	2010/11	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
16	2010	2010/11	ONUCI	Agression physique/ détention illégale d'arme à feu	Agression physique et brandissement illégal d'une arme à feu	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
17	2010	2010/11	MINUT	Vol/corruption/ fraude	Transfert frauduleux de fonds sur un compte privé au moyen de virements électroniques	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 octobre 2011
18	2010	2010/11	MINUSTAH	Exploitation et atteintes sexuelles/ agression physique	Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur : agression physique sur la personne d'un mineur	La police de l'État Membre a pris des mesures disciplinaires à l'égard de la/des personne(s) concernée(s) : les poursuites pénales ont été abandonnées par les autorités nationales	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 octobre 2011
19	2010	2010/11	FNUAP	Vol	Vol de carburant appartenant aux Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 octobre 2011
20	2011	2010/11	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
21	2011	2010/11	MINUL	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 octobre 2011
22	2011	2011/12	MANUI	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 janvier 2012
23	2011	2011/12	ONUCI	Corruption/fraude	Présentation de factures de carburant frauduleuses	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juillet 2012

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
24	2012	2011/12	UNICEF	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies moyennant la falsification d'ordres de paiement	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juillet 2012
25	2012	2011/12	PNUD	Corruption/fraude	Acceptation de pots-de-vin et trucage d'une passation de marché	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	26 juin 2012
26	2012	2011/12	UNICEF	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de traitements	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 décembre 2012
27	2012	2011/12	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance soins dentaires de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	19 décembre 2012 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voir les deux
28	2012	2011/12	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance soins dentaires de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	19 décembre 2012 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voir les deux
29	2012	2011/12	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance soins dentaires de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	19 décembre 2012 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voir les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
30	2012	2011/12	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance soins dentaires de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	19 décembre 2012 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
31	2012	2011/12	PAM	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de traitements	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	20 décembre 2012
32	2012	2012/13	MINUSTAH	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
33	2012	2012/13	PNUE	Corruption/fraude	Détournement de fonds des Nations Unies destinés au règlement de fournisseurs	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a recouvré l'intégralité des fonds détournés
34	2012	2012/13	PNUD	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de paiements sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 janvier 2013
35	2012	2012/13	PNUD	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de paiements sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 janvier 2013
36	2012	2012/13	PNUD	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de paiements sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 janvier 2013
37	2012	2012/13	MINUSTAH	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin versés par des personnes désireuses de travailler pour les Nations Unies	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
38	2013	2012/13	MINUK	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	L'État Membre a examiné la question et confirmé qu'il n'engagerait pas de poursuites.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	18 avril 2013
39	2013	2012/13	PNUD	Agression physique	Agression physique sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	18 avril 2013
40	2013	2012/13	UNRWA	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés et réception de pots-de-vin	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	18 avril 2013 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
41	2013	2013/14	Secrétariat	Tentative de sollicitation de mineurs	Tentative de sollicitation de mineurs à l'aide de technologies de l'information et de moyens de communication des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Informations transmises par l'État Membre
42	2013	2013/14	PNUE	Corruption/fraude	Demande de fonds à des donateurs et détournement de ces fonds vers une société privée	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 août 2014
43	2013	2013/14	MINUL	Vol	Vol de pneus appartenant aux Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	15 janvier 2014
44	2013	2013/14	PNUD	Corruption/fraude	Détournement de fonds par le versement frauduleux d'actifs du PNUD sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	4 avril 2014 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
45	2013	2013/14	UNSOA	Corruption/fraude	Détournement de fonds par le versement frauduleux d'actifs des Nations Unies sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 août 2014

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
46	2014	2013/14	PNUE	Corruption/fraude	Demande de fonds à des donateurs et détournement de ces fonds vers une société privée	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 août 2014
47	2014	2013/14	Secrétariat	Corruption/fraude	Détournement, par la falsification de documents, de fonds des Nations Unies destinés au règlement de dépenses vers des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 août 2014
48	2014	2013/14	PNUE	Corruption/fraude	Demande et réception d'avantages abusifs, financiers et autres, fournis par des donateurs	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 août 2014
49	2014	2013/14	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	10 septembre 2014
50	2014	2013/14	ONUCI	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 octobre 2014
51	2014	2013/14	ONUCI	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 octobre 2014
52	2014	2013/14	ONUCI	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 octobre 2014
53	2014	2013/14	ONUCI	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 octobre 2014
54	2014	2014/15	PNUD	Corruption/fraude	Demande de pots-de-vin en échange d'informations confidentielles	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
55	2014	2014/15	PNUD	Corruption/fraude	Demande de pots-de-vin à des partenaires des Nations Unies	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
56	2014	2014/15	PNUD	Corruption/fraude	Détournement de fonds par le versement frauduleux d'actifs du PNUD sur un compte privé	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
57	2014	2014/15	MINUSS	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés par l'usurpation des fonctions de fonctionnaire des Nations Unies chargé des achats	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	16 décembre 2014
58	2014	2014/15	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par l'encaissement de faux chèques et la préparation d'opérations financières irrégulières	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 juin 2017
59	2014	2014/15	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds par le versement frauduleux d'actifs des Nations Unies sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	8 septembre 2015
60	2014	2014/15	UNOPS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	23 mars 2015
61	2014	2014/15	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a recouvré l'intégralité des fonds détournés
62	2015	2014/15	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	13 mai 2015

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
63	2015	2014/15	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par l'endossement et l'encaissement de chèques établis à l'ordre de fonctionnaires	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
64	2015	2014/15	MINUSS	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de traitements	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	19 juin 2015
65	2015	2014/15	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	4 juin 2015
66	2015	2014/15	ONUCI	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 février 2016
67	2015	2014/15	ONUCI	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 février 2016
68	2015	2014/15	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le retrait frauduleux d'actifs destinés au règlement de fournisseurs	Une procédure pénale a été engagée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
69	2015	2014/15	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur	Une procédure pénale a été engagée par l'État Membre. Des mesures disciplinaires ont abouti à une sanction de rétrogradation. L'ONU a informé l'État Membre qu'elle estimait cette sanction insuffisante au regard de la gravité des faits	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juin 2016, 18 mars 2021
70	2015	2014/15	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds par l'utilisation d'un faux chèque pour retirer des fonds d'un compte bancaire des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
71	2015	2015/16	FNUAP	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés par la communication de renseignements confidentiels à un fournisseur potentiel	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 février 2016 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
72	2015	2015/16	PNUD	Corruption/fraude	Demande de paiements illicites à des fournisseurs du PNUD	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	13 juin 2016
73	2015	2015/16	UNSOA	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 janvier 2016, 20 mai 2016, 28 décembre 2016

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
74	2015	2015/16	MONUSCO	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés par la falsification et la présentation à des fournisseurs potentiels de bons de commande frauduleux	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 février 2016, 16 mai 2016, 21 novembre 2016
75	2015	2015/16	Secrétariat	Corruption/fraude	Détournement de fonds des Nations Unies par le versement de règlements frauduleux sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 février 2016, 13 juin 2016, 1 ^{er} février 2017
76	2015	2015/16	MINUAD	Exploitation et atteintes sexuelles/agression physique	Agression sexuelle et physique sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	23 février 2016, 28 septembre 2016, 30 janvier 2017
77	2015	2015/16	MINUL	Exploitation et atteintes sexuelles	Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 mars 2016, 28 septembre 2016, 1 ^{er} janvier 2017
78	2016	2015/16	Secrétariat	Corruption/fraude/exploitation et atteintes sexuelles	Demande et acceptation de pots-de-vin et demande de faveurs sexuelles ; agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	20 avril 2016, 4 août 2016, 1 ^{er} février 2017
79	2016	2015/16	PNUD	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	20 avril 2016, 4 août 2016, 1 ^{er} février 2017
80	2016	2015/16	PNUE	Agression physique	Agression physique sur la personne d'un adulte	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
81	2016	2015/16	MINUL	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	13 juin 2016, 28 septembre 2016, 23 mars 2017

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
82	2016	2015/16	MINUAD	Agression physique	Agression physique sur la personne d'un adulte	Les autorités nationales sont au fait des allégations	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	13 juin 2016 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
83	2016	2015/16	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	8 juillet 2016, 21 novembre 2016, 28 février 2017
84	2016	2015/16	MINUSTAH	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
85	2016	2015/16	Secrétariat	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
86	2016	2015/16	MINUSTAH	Vol	Vol de carburant appartenant aux Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	4 août 2016, 28 décembre 2016, 27 avril 2017, réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
87	2016	2015/16	MINUL	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 septembre 2016, 28 décembre 2016, 14 juillet 2017
88	2016	2015/16	Secrétariat	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin versés par des personnes désireuses de travailler pour les Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 novembre 2016, 28 février 2017, 14 juillet 2017
89	2016	2015/16	Secrétariat	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
90	2016	2016/17	MINUL	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 novembre 2016, 28 février 2017, 28 août 2017
91	2016	2016/17	MINUSTAH	Vol	Vol de bâtiments préfabriqués	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 novembre 2016 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
92	2016	2016/17	ONUCI	Corruption/fraude/vol	Demande et acceptation de pots-de-vin versés par des personnes désireuses de travailler pour les Nations Unies ; utilisation de fausses cartes pour voler des seaux de peinture	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 décembre 2016, 23 mars 2017, 7 septembre 2017
93	2016	2016/17	Secrétariat	Fraude aux prestations	Envoi de faux documents à l'appui de demandes d'indemnité pour frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 décembre 2016, 23 mars 2017, 30 octobre 2017

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
94	2016	2016/17	PNUD	Fraude aux prestations	Fraude aux prestations, fausse déclaration, falsification et fausse certification et utilisation abusive de ressources du PNUD	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1 ^{er} février 2017, 31 mai 2017, 26 septembre 2017
95	2016	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1 ^{er} février 2017, 31 mai 2017, 27 octobre 2017 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
96	2016	2016/17	MINUSS	Vol	Vols de climatiseurs	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1 ^{er} février 2017, 31 mai 2017, 27 octobre 2017 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
97	2016	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1 ^{er} février 2017, 31 mai 2017, 27 octobre 2017 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
98	2016	2016/17	MONUSCO	Corruption/fraude	Demande frauduleuse de fonds pour l'obtention de visas ; présentation d'une fausse habilitation pour vendre un véhicule des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2017, 31 mai 2017, 30 octobre 2017
99	2016	2016/17	HCR	Corruption/fraude	Acquisition et utilisation frauduleuses d'une carte d'identité diplomatique pour l'achat d'un véhicule particulier	L'État Membre a indiqué qu'il n'avait pas compétence	Non	L'État Membre a indiqué qu'il n'avait pas compétence	28 février 2017, 31 mai 2017, 29 novembre 2017
100	2016	2016/17	HCR	Corruption/fraude	Acquisition et utilisation frauduleuses d'une carte d'identité diplomatique pour l'achat d'un véhicule particulier	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2017, 31 mai 2017, 15 décembre 2017
101	2016	2016/17	HCR	Corruption/fraude	Demande et réception frauduleuses d'espèces versées par une banque dans le cadre d'opérations de conversion de devises du HCR	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2017, 31 mai 2017, 29 novembre 2017
102	2016	2016/17	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	23 mars 2017, 7 septembre 2017, 15 décembre 2017
103	2016	2016/17	FNUAP	Corruption/fraude	Collusion avec deux sociétés en vue de présenter de faux documents de passation de marché et d'orienter la décision du FNUAP dans l'adjudication des marchés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	23 mars 2017, 14 juillet 2017, 15 décembre 2017
104	2016	2016/17	HCDH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
105	2017	2016/17	Secrétariat	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	26 avril 2017, 28 août 2017, 31 janvier 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
106	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	27 avril 2017, 28 août 2017, 31 janvier 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
107	2017	2016/17	Secrétariat	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a confirmé qu'il n'avait pas l'intention de prendre de mesures étant donné qu'une enquête était en cours dans un autre État Membre
108	2017	2016/17	ONU-Femmes	Fraude aux prestations	Envoi de faux documents à l'appui d'une demande de prestation	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
109	2017	2016/17	PNUD	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'adultes	L'auteur des faits a plaidé coupable des chefs d'agression sexuelle et de mensonge aux enquêteurs et a été condamné à 15 ans de prison	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
110	2017	2016/17	MONUSCO	Corruption/fraude	Fabrication de faux documents en vue de l'achat de batteries automobiles, de pneus et de fournitures de bureau	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 mai 2017, 7 septembre 2017, 28 février 2018
111	2017	2016/17	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	L'État Membre a ouvert une enquête et engagé une procédure	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 mai 2017, 12 septembre 2017, 6 février 2018
112	2017	2016/17	HCR	Corruption/fraude	Fraude et corruption en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
113	2017	2016/17	PNUD	Corruption/fraude	Demande de paiements illicites à des fournisseurs du PNUD	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 mai 2017, 28 août 2017, 28 février 2018
114	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
115	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
116	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
117	2017	2016/17	MANUA	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
118	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
119	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
120	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
121	2017	2016/17	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	27 avril 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
122	2017	2016/17	ONUN	Agression	Voies de fait sur un individu et menaces au moyen d'une arme de service	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 août 2017, 29 novembre 2017, 31 mai 2018
123	2017	2016/17	PNUD	Corruption/fraude	Vol et détournement de fonds des Nations Unies	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 août 2017, 31 janvier 2018 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.
124	2017	2016/17	HCR	Corruption/fraude	Envoi de fausses factures de voyage et détournement de fonds	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	26 septembre 2017 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
125	2017	2017/18	ONUCI	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	27 octobre 2017, 31 janvier 2018, 13 mars 2018, 31 juillet 2018, 18 décembre 2018
126	2017	2017/18	UNOPS	Corruption/fraude	Détournement de fonds des Nations Unies destinés à un fournisseur de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 novembre 2017, 28 février 2018, 28 septembre 2018

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
127	2017	2017/18	Secrétariat	Vol	Vol de cartouches d'encre destinées à des imprimantes de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 novembre 2017, 28 février 2018, 28 septembre 2018
128	2017	2017/18	ONU-Habitat	Corruption/fraude	Falsification de documents de l'ONU en vue de l'obtention d'une pièce d'identité de l'Organisation et d'un visa	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 novembre 2017, 28 février 2018, 28 septembre 2018
129	2017	2017/18	ONUCI	Menace d'agression	Menace proférée en brandissant une arme à feu	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2018 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.
130	2017	2017/18	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2018, 31 mai 2018, 3 décembre 2018
131	2017	2017/18	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2018, 31 mai 2018, 3 décembre 2018
132	2017	2017/18	MINUAD	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés par la falsification de documents et l'adjudication de marchés à des sociétés associées à des membres de la famille de la/des personne(s) concernée(s)	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2018, 31 mai 2018, 3 décembre 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
133	2017	2017/18	MONUSCO	Corruption/fraude	Falsification de titres de voyage de l'ONU qui ont été présentés aux autorités nationales en vue de l'obtention frauduleuse d'un visa	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2018, 31 mai 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
134	2017	2017/18	HCR	Corruption/fraude	Corruption en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2018 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.
135	2017	2017/18	MONUSCO	Corruption/fraude	Falsification d'un document de l'ONU et présentation de faux documents aux autorités nationales	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 mars 2018, 29 juin 2018, 3 janvier 2019
136	2018	2017/18	Secrétariat	Corruption/fraude	Sollicitation frauduleuse de biens de tiers	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	27 avril 2018, 31 juillet 2018, 31 janvier 2019
137	2018	2017/18	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.
138	2018	2017/18	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.
139	2018	2017/18	UNJSPF	Corruption/fraude/infraction liée à la drogue	Trafic et vente de stupéfiants ; falsification de documents de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 juin 2018, 28 septembre 2018, 29 mars 2019
140	2018	2017/18	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles/corruption/fraude	Demande illicite de faveurs sexuelles ; versement d'un pot-de-vin à un fonctionnaire d'État	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 juin 2018, 28 septembre 2018, 5 mars 2019, 14 juin 2019

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
141	2018	2017/18	PNUD	Corruption/fraude	Fraude douanière	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 juin 2018, 28 septembre 2018, 29 mars 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
142	2018	2017/18	BINUGBIS	Exploitation et atteintes sexuelles/ agression physique	Agression sexuelle sur la personne de deux mineurs ; agression physique sur la personne de deux mineurs	L'État Membre a ouvert une enquête et engagé une procédure pénale.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 juillet 2018, 5 novembre 2018
143	2018	2017/18	FNUAP	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés et réception de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 juillet 2018, 5 novembre 2018, 30 avril 2019
144	2018	2017/18	UNOPS	Corruption/fraude	Extorsion à l'encontre de fonctionnaires de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 septembre 2018, 3 décembre 2018, 3 juin 2019
145	2018	2017/18	HCR	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 septembre 2018, 3 janvier 2019, 17 juin 2019
146	2018	2017/18	MINUSMA	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 septembre 2018, 3 janvier 2019 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
147	2018	2017/18	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 septembre 2018, 3 janvier 2019, 3 avril 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
148	2018	2017/18	MANUA	Agression physique	Agression physique et menaces verbales	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 septembre 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
149	2018	2018/19	UNOPS	Corruption/fraude	Falsification d'un document de l'ONU dans l'intention de le présenter aux autorités nationales	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 novembre 2018, 31 janvier 2019, 31 juillet 2019
150	2018	2018/19	MANUI	Vol	Vol de biens appartenant à l'Organisation des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 novembre 2018, 31 janvier 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
151	2018	2018/19	ONUN	Fraude	Fraude par l'incitation d'une tierce partie à conclure un contrat frauduleux avec l'ONU et à effectuer les paiements qui y sont associés sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 janvier 2019, 29 mars 2019, 30 septembre 2019

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
152	2018	2018/19	ONU-Habitat	Fraude	Fraude par l'incitation d'une tierce partie à conclure des contrats frauduleux avec l'ONU et à effectuer les paiements qui y sont associés sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 janvier 2019, 29 mars 2019, 30 septembre 2019
153	2018	2018/19	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	L'État Membre a informé l'ONU que l'affaire ne pouvait pas être jugée en cour martiale	Non	L'État Membre a indiqué que la procédure ne pouvait suivre son cours, faute de preuves testimoniales	3 janvier 2019, 29 mars 2019 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre, 5 mars 2021
154	2018	2018/19	HCR	Exploitation et atteintes sexuelles	Atteintes et exploitation sexuelles sur la personne d'un adulte et menaces verbales en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 janvier 2019, 29 mars 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
155	2018	2018/19	MINUK	Vol	Divulgateur irrégulière d'informations confidentielles	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 janvier 2019, 30 avril 2019, 31 octobre 2019
156	2018	2018/19	ONU-Femmes	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 janvier 2019, 30 avril 2019, 11 novembre 2019
157	2019	2018/19	CSRE	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 avril 2019, 31 juillet 2019, 29 mai 2020
158	2019	2018/19	HCR	Corruption/fraude	Fraude et corruption en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Affaire en cours d'examen, dans l'attente d'un suivi

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
159	2019	2018/19	HCR	Vol	Vol de carburant appartenant aux Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	11 juin 2019, 31 octobre 2019, 7 mai 2020
160	2019	2018/19	MINUSCA	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin versés par des partenaires des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
161	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
162	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
163	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
164	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
165	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
166	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
167	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
168	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
169	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
170	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
171	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
172	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
173	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
174	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
175	2019	2018/19	ONUN	Vol	Vol de biens à l'économat de l'ONUN	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
176	2019	2018/19	ONUN	Vol	Vol de biens à l'économat de l'ONUN	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020
177	2019	2018/19	ONU-Habitat	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 avril 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
178	2019	2018/19	PNUD	Fraude	Fraude dans la passation de marchés en vue d'acquérir des biens avec des fonds du PNUD et d'en tirer un avantage financier frauduleux, au bénéfice, notamment, d'une société associée à des membres de la famille de la/des personnes(s) concernée(s)	Une procédure pénale a été engagée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.
179	2019	2018/19	MINUL	Fraude	Détournement de fonds des Nations Unies en vue de la passation de marchés et du détournement ultérieur de marchandises	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 juin 2019, 30 septembre 2019, 31 mars 2020
180	2019	2018/19	MONUSCO	Fraude aux prestations	Falsification de documents des Nations Unies et présentation de fausses demandes d'indemnité journalière de subsistance	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 juin 2019, 30 septembre 2019, 31 mars 2020
181	2019	2018/19	HCR	Corruption/fraude	Fraude, corruption et extorsion en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 septembre 2019, 2 décembre 2019
182	2019	2018/19	UNOPS	Fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies moyennant l'établissement d'ordres de paiement frauduleux et la falsification de documents de fournisseurs	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 septembre 2019, 2 décembre 2019
183	2019	2018/19	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 septembre 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
184	2019	2018/19	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 septembre 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
185	2019	2018/19	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 septembre 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
186	2019	2018/19	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 septembre 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
187	2019	2018/19	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 septembre 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
188	2019	2018/19	ONU-Femmes	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Mise en état terminée	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 septembre 2019 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
189	2019	2018/19	ONU-Femmes	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Mise en état terminée	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 septembre 2019 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
190	2019	2018/19	UNOPS	Fraude	Fraude liée à un emploi simultané par deux organismes différents des Nations Unies	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 septembre 2019 ; 31 décembre 2019 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
191	2019	2019/20	MINUSMA	Menaces et agression physique	Menaces de mort avec arme de service et agression physique d'un (ancien) partenaire domestique	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
192	2019	2019/20	ONUDC	Fraude	Fraude dans la passation d'un marché	L'enquête ouverte par l'État Membre n'a abouti à aucune poursuite	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
193	2019	2019/20	ONUDC	Vol	Vol par détournement de cartes de carburant	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
194	2019	2019/20	PNUE	Fraude aux prestations	Fraude ayant trait à l'indemnité pour frais d'études	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 octobre 2019 ; l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
195	2019	2019/20	ONU-Femmes	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 octobre 2019, 30 janvier 2020, 4 août 2020
196	2019	2019/20	ONU-Femmes	Fraude	Fraude par l'incitation d'une tierce partie à conclure un contrat frauduleux avec l'ONU et à effectuer les paiements qui y sont associés sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 octobre 2019, 30 janvier 2020, 4 août 2020
197	2019	2019/20	ONU-Femmes	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 octobre 2019, 30 janvier 2020, 4 août 2020
198	2019	2019/20	UNOPS	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin/falsification d'une lettre d'emploi de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 décembre 2019, 26 février 2020 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
199	2019	2019/20	MINURSO	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 décembre 2019, 26 février 2020, 31 août 2020
200	2019	2019/20	UNOPS	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 décembre 2019, 26 février 2020, 31 août 2020
201	2019	2019/20	MINUSMA	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
202	2019	2019/20	HCR	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 décembre 2019, 26 février 2020, 31 août 2020
203	2019	2019/20	BINUGBIS	Exploitation et atteintes sexuelles	Atteinte sexuelle sur la personne d'un adulte	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 décembre 2019, 31 mars 2020 ; l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
204	2019	2019/20	UNOPS	Fraude	Envoi de faux documents à l'appui d'une demande de visa	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 janvier 2020, 7 mai 2020, 3 novembre 2020
205	2019	2019/20	ONU-Femmes	Fraude	Fraude dans la passation d'un marché	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	26 février 2020, 29 mai 2020 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
206	2019	2019/20	PNUD	Corruption/fraude/vol	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies au moyen de paiements frauduleux	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 mars 2020, 10 juillet 2020, 5 janvier 2021

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
207	2019	2019/20	HCR	Exploitation et atteintes sexuelles	Exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	L'État Membre a indiqué qu'il ne pouvait engager d'action en justice en l'absence de plainte de la victime et que, l'infraction présumée ayant été commise hors de sa juridiction, des difficultés se posaient pour recueillir des preuves et rencontrer la victime	31 mars 2020 : l'État Membre a informé l'ONU qu'il n'était pas en mesure à l'heure actuelle d'engager une action en justice
208	2019	2019/20	HCR	Exploitation et atteintes sexuelles	Exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un adulte	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 mars 2020 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
209	2019	2019/20	HCR	Corruption/fraude/vol	Détournement de fonds du HCR	Une procédure pénale a été engagée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
210	2019	2019/20	HCR	Corruption/fraude/vol	Détournement de fonds du HCR	Une procédure pénale a été engagée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
211	2020	2019/20	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 mai 2020 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
212	2020	2019/20	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 mai 2020 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
213	2020	2019/20	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 mai 2020 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
214	2020	2019/20	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 mai 2020, 31 août 2020 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
215	2020	2019/20	FNUAP	Corruption/fraude	Actes de collusion et de corruption et menaces	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	10 juillet 2020, 30 septembre 2020, 24 juin 2021
216	2020	2019/20	MANUSOM	Fraude	Falsification d'une lettre d'emploi en vue de l'obtention d'un prêt hypothécaire	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	10 juillet 2020, 30 septembre 2020 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
217	2020	2019/20	MINUSS	Fraude	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	4 août 2020, 3 novembre 2020

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
218	2020	2019/20	FISNUA	Exploitation et atteintes sexuelles	Exploitation sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 septembre 2020 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
219	2020	2019/20	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles et agression physique	Exploitation sexuelle et agression physique sur la personne d'un adulte	L'État Membre a indiqué qu'il ne pouvait engager d'action en justice en l'absence de plainte de la victime	Non	L'État Membre a indiqué qu'il ne pouvait engager d'action en justice en l'absence de plainte de la victime	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
220	2020	2020/21	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 novembre 2020, 9 février 2021, 3 août 2021 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
221	2020	2020/21	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
222	2020	2020/21	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
223	2020	2020/21	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
224	2020	2020/21	MONUSCO	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 novembre 2020, 3 février 2021, 3 août 2021
225	2020	2020/21	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Après avoir examiné les allégations, les autorités de l'État Membre ont décidé de n'engager aucune poursuite	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 novembre 2020 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
226	2020	2020/21	PNUE	Fraude/corruption/vol	Détournement de fonds du PNUE	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 novembre 2020, 2 février 2021, 3 août 2021
227	2020	2020/21	DSS	Agression physique	Agression physique sur la personne d'un(e) conjoint(e) séparé(e)	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 novembre 2020, 2 février 2021, 3 août 2021 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
228	2020	2020/21	HCR	Fraude	Détournement de fonds du HCR	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 décembre 2020, 3 mars 2021 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
229	2020	2020/21	Secrétariat	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
230	2020	2020/21	FNUAP	Exploitation et atteintes sexuelles	Atteinte sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 décembre 2020, 3 mars 2021

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
231	2020	2020/21	UNRWA	Vol/corruption/fraude	Détournement de fonds de l'UNRWA	Les autorités nationales ont ouvert une enquête et engagé une procédure	Non	Aucune information communiquée par les autorités nationales	4 décembre 2020, 3 mars 2021 : l'ONU a été informée des mesures prises par les autorités nationales
232	2020	2020/21	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 janvier 2021 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
233	2020	2020/21	ONUDC	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 février 2021, 5 mai 2021, 1 ^{er} novembre 2021
234	2020	2020/21	HCR	Fraude	Fraude présumée et détournement d'argent liquide	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 février 2021, 5 mai 2021, 1 ^{er} novembre 2021
235	2020	2020/21	HCR	Fraude	Fraude présumée et détournement d'argent liquide	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 février 2021, 5 mai 2021, 1 ^{er} novembre 2021
236	2020	2020/21	CSRE	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 février 2021 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
237	2020	2020/21	HCR	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 mars 2021, 1 ^{er} juin 2021, 30 novembre 2021
238	2020	2020/21	ONUN	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 mars 2021, 1 ^{er} juin 2021, 30 novembre 2021

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
239	2020	2020/21	HCR	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 mars 2021, 1 ^{er} juin 2021, 30 novembre 2021
240	2020	2020/21	BANUS	Fraude	Présentation de demandes de visa frauduleuses	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021
241	2020	2020/21	UNOPS	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021
242	2020	2020/21	UNOPS	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021
243	2020	2020/21	UNOPS	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021
244	2020	2020/21	UNOPS	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021
245	2020	2020/21	UNOPS	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
246	2020	2020/21	UNOPS	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021
247	2020	2020/21	UNOPS	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021
248	2020	2020/21	UNOPS	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021
249	2020	2020/21	MINUSCA	Exploitation et atteintes sexuelles	Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021
250	2020	2020/21	MINUSS	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021
251	2020	2020/21	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021 : l'ONU a été informée des mesures prises par les autorités nationales
252	2021	2020/21	HCR	Corruption/fraude/exploitation et atteintes sexuelles	Fraude, corruption et extorsion en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés, agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 mai 2021, 3 août 2021, 31 janvier 2022

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
253	2021	2020/21	HCR	Corruption/fraude	Fraude, corruption et extorsion en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 mai 2021, 3 août 2021, 31 janvier 2022
254	2021	2020/21	PNUD	Corruption/fraude	Fraude dans la passation d'un marché	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
255	2021	2020/21	FINUL	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1 ^{er} juin 2021
256	2021	2020/21	MINUSCA	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1 ^{er} juin 2021, 28 février 2022
257	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
258	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
259	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
260	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
261	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
262	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
263	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
264	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
265	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
266	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
267	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
268	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
269	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
270	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
271	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
272	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
273	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
274	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
275	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
276	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
277	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
278	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022
279	2021	2020/21	MINURSO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
280	2021	2020/21	FNUAP	Fraude	Détournement de fonds pour l'achat de cartes de données prépayées	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 août 2021, 1 ^{er} novembre 2021, 25 mai 2022
281	2021	2020/21	PNUE	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 août 2021, 1 ^{er} novembre 2021
282	2021	2020/21	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 septembre 2021, 30 novembre 2021, 10 juin 2022
283	2021	2020/21	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds du HCR	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
284	2021	2020/21	PNUD	Exploitation et atteintes sexuelles	Atteinte sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 septembre 2021, 30 novembre 2021, 10 juin 2022
285	2021	2020/21	Secrétariat	Violence/vandalisme	Violence à l'égard d'un ancien partenaire et dommages matériels	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 septembre 2021, 30 novembre 2021, 10 juin 2022
286	2012	2020/21	HCR	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à un prestataire d'assurance maladie	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 septembre 2021, 31 décembre 2021
287	2021	2021/22	MANUA	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1 ^{er} novembre 2021
288	2021	2021/22	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds du HCR	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1 ^{er} novembre 2021, 31 janvier 2022

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
289	2021	2021/22	MINUSS	Vol	Tentative de vol de pièces détachées de véhicules de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1 ^{er} novembre 2021, 31 janvier 2022
290	2021	2021/22	HCR	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1 ^{er} novembre 2021, 7 février 2022
291	2021	2021/22	PNUD	Corruption/fraude	Fraude aux achats, fausse déclaration, falsification et fausse certification	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi
292	2021	2021/22	UNSCOL	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 décembre 2021, 31 mars 2022, 12 octobre 2022
293	2021	2021/22	MINUSCA	Corruption	Demande et acceptation de pots-de-vin versés par des personnes désireuses de travailler pour les Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 décembre 2021, 31 mars 2022, 12 octobre 2022
294	2021	2021/22	MINUSCA	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 décembre 2021, 31 mars 2022, 12 octobre 2022
295	2021	2021/22	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 janvier 2022, 12 juin 2023
296	2021	2021/22	HCR	Corruption/fraude	Usage frauduleux de biens fournis par un fournisseur	Une enquête et des poursuites contre un membre du personnel des Nations Unies ont été engagées par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 janvier 2022, 25 mai 2022 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
297	2021	2021/22	PNUD	Fraude aux prestations	Fraude et fausse déclaration aux fins de l'obtention d'une assurance médicale pour un ancien conjoint	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 janvier 2022, 25 mai 2022, 12 juin 2023 ; réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
298	2021	2021/22	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 janvier 2022, 25 mai 2022, 12 juin 2023
299	2021	2021/22	PNUD	Corruption/fraude/vol	Détournement de fonds, fausse déclaration, falsification et fausse certification à l'intention des autorités nationales	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 janvier 2022, 25 mai 2022, 18 août 2022 ; l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
300	2021	2021/22	FNUAP	Fraude	Fraude et présentation d'un faux diplôme	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 janvier 2022, 12 juin 2023
301	2021	2021/22	HCR	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 février 2022, 25 mai 2022, 12 juin 2023
302	2021	2021/22	HCR	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 février 2022, 25 mai 2022, 12 juin 2023
303	2021	2021/22	HCR	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 février 2022, 25 mai 2022, 12 juin 2023

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
304	2021	2021/22	HCR	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 février 2022, 25 mai 2022, 12 juin 2023
305	2021	2021/22	MINUSCA	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2022, 12 juin 2023
306	2021	2021/22	MINUSCA	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2022, 10 juin 2022, 12 juin 2023
307	2021	2021/22	MINUSCA	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2022, 12 juin 2023
308	2021	2021/22	ONUN	Corruption/fraude	Fraude aux achats par la présentation de fausses offres de soumissionnaires inexistantes	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 mars 2022, 12 juin 2023
309	2021	2021/22	FENU	Corruption/fraude/vol	Vol, détournement de fonds, fausse déclaration, falsification et fausse certification aux fins du détournement de fonds sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 mars 2022, 12 juin 2023
310	2021	2021/22	HCR	Fraude	Fraude et exploitation d'une personne réfugiée	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 mars 2022, 12 juin 2023
311	2022	2021/22	HCR	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	25 mai 2022, 12 juin 2023
312	2022	2021/22	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	25 mai 2022

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
313	2022	2021/22	DSS	Agression sexuelle et harcèlement sexuel	Agression sexuelle et harcèlement sexuel sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	25 mai 2022
314	2022	2021/22	FNUAP	Fraude	Fraude et corruption en lien avec diverses activités d'achats	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	10 juin 2022, 12 octobre 2022
315	2022	2021/22	DMSPC	Fraude	Fraude et détournement de fonds sur un compte privé	Informations demandées par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	10 juin 2022
316	2022	2021/22	HCDH	Agression sexuelle/agression verbale	Agression sexuelle et agression physique sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	10 juin 2022, 12 octobre 2022
317	2022	2021/22	MINUSMA	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
318	2022	2021/22	HCR	Fraude	Fraude et exploitation d'une personne réfugiée	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	10 juin 2022, 12 octobre 2022, 12 juin 2023
319	2022	2021/22	MINUSCA	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant à la police des Nations Unies	Informations demandées par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	10 juin 2022, 12 octobre 2022 ; réponse reçue de l'État Membre, qui a demandé des informations complémentaires
320	2022	2021/22	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 juin 2023

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
321	2022	2021/22	HCR	Corruption/fraude	Détournement d'une fonction officielle aux fins de l'obtention d'un gain financier personnel	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 juin 2023
322	2022	2021/22	FNUAP	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais de voyage	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 juin 2023
323	2022	2021/22	ONU-Femmes	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 juin 2023
324	2022	2021/22	BANUS	Corruption	Détournement d'une fonction officielle aux fins de l'obtention d'un gain financier personnel	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 juin 2023
325	2022	2021/22	Secrétariat	Fraude	Fraude visant divers particuliers	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 juin 2023
326	2022	2021/22	UNSU	Corruption/fraude	Fraude et détournement de fonds sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 juin 2023
327	2022	2021/22	MINUAD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 juin 2023
328	2022	2021/22	ONU-Femmes	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 juin 2023
329	2022	2021/22	UNOPS	Corruption	Détournement d'une fonction officielle aux fins de l'obtention d'un gain financier personnel	Informations demandées par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou qui a demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
330	2022	2021/22	MINUSS	Vol	Vol de l'argent personnel d'un membre du personnel des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	12 octobre 2022, 12 juin 2023
331	2022	2021/22	PNUD	Fraude	Fraude aux achats par la présentation de faux documents	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	12 octobre 2022 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
332	2022	2022/23	MONUSCO	Agression sexuelle et harcèlement sexuel	Agression sexuelle et harcèlement sexuel sur la personne d'un adulte	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
333	2022	2022/23	UNICEF	Agression sexuelle et harcèlement sexuel	Agression sexuelle et harcèlement sexuel sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	12 juin 2023
334	2022	2022/23	HCR	Fraude	Fraude par la communication de fausses informations en vue de faire en sorte que le HCR apporte appui et protection à des personnes ne pouvant y prétendre	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	12 juin 2023
335	2023	2022/23	FINUL	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	12 juin 2023
336	2023	2022/23	FNUAP	Fraude	Falsification et présentation de faux bons de commande de l'ONU en vue d'acquies des biens et des services pour un usage personnel	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 juillet 2023 ; réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
337	2023	2022/23	UNOPS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
338	2023	2022/23	UNOPS	Fraude	Fraude aux achats par l'attribution de contrats à des sociétés ayant un lien avec des membres de sa famille	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
339	2023	2022/23	FNUAP	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
340	2023	2022/23	ONUSDC	Fraude	Usurpation d'identité et usage de faux documents	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
341	2023	2022/23	UNOPS	Fraude	Fraude au carburant par la présentation de demandes de carburant artificiellement gonflées	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 juin 2023
342	2023	2022/23	UNOPS	Corruption/fraude	Détournement de fonds sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
343	2023	2023/24	UN-Habitat	Fraude	Présentation d'un document falsifié à une banque	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
344	2023	2023/24	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de fausses demandes de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
345	2023	2023/24	MINUSS	Vol	Vol de pièces détachées de véhicule appartenant à l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
346	2023	2023/24	HCR	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de loyer	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
347	2023	2023/24	HCR	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de loyer	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
348	2023	2023/24	HCR	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de loyer	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
349	2023	2023/24	HCR	Fraude	Abus de fonctions/ détournement de ressources de l'ONU à des fins personnelles	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
350	2023	2023/24	FNUAP	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
351	2023	2023/24	MINUSMA	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
352	2023	2023/24	MINUSS	Fraude	Contrefaçon et présentation d'un document falsifié à une banque	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi
353	2023	2023/24	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de fausses demandes de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
354	2023	2023/24	MINUSMA	Exploitation et atteintes sexuelles	Menace d'agression physique et agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
355	2023	2023/24	Secrétariat	Fraude	Contrefaçon et présentation d'un certificat falsifié	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
356	2023	2023/24	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de fausses demandes de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
357	2023	2023/24	MINUSMA	Fraude aux prestations	Envoi de fausses demandes de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
358	2023	2023/24	FNUAP	Corruption	Abus de fonctions à des fins personnelles	Informations demandées par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
359	2023	2023/24	PNUD	Fraude	Fraude dans la passation d'un marché	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
360	2023	2023/24	HCR	Fraude	Présentation de documents falsifiés à l'ONU à l'appui de demandes de paiement anticipé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
361	2024	2023/24	DSS	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
362	2024	2023/24	MONUSCO	Fraude	Fraude aux achats par la présentation de faux documents	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juin 2024
363	2024	2023/24	MINUSCA	Fraude aux prestations	Envoi de fausses demandes de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les trois mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés
364	2024	2023/24	FNUAP	Fraude aux prestations	Envoi de fausses demandes de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les trois mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
365	2024	2023/24	MINUSCA	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les trois mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés
366	2024	2023/24	FNUAP	Fraude aux prestations	Envoi de fausses demandes de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les trois mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés
367	2024	2023/24	MINUSTAH	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les trois mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés

Abréviations : BANUS : Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie ; BINUGBIS : Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau ; CSRE : Centre de services régional d'Entebbe ; DMSPC : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité du Secrétariat de l'ONU ; DSS : Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'ONU ; FENU : Fonds d'équipement des Nations Unies ; FINUL : Force intérimaire des Nations Unies au Liban ; FISNUA : Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei ; FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la population ; HCDH : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ; HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; MANUA : Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan ; MANUI : Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq ; MANUSOM : Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie ; MINUAD : Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour ; MINUK : Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo ; MINUL : Mission des Nations Unies au Libéria ; MINURSO : Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental ; MINUS : Mission des Nations Unies au Soudan ; MINUSCA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine ; MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali ; MINUSS : Mission des Nations Unies au Soudan du Sud ; MINUSTAH : Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti ; MINUT : Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste ; MONUC : Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo ; MONUSCO : Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ; ONUCI : Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire ; ONUDC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ; ONU-Femmes : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; ONU-Habitat : Programme des Nations Unies pour les établissements humains ; ONUN : Office des Nations Unies à Nairobi ; PAM : Programme alimentaire mondial ; PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement ; PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement ; UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; UNIFEM : Fonds de développement des Nations Unies pour la femme ; UNJSPF : Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ; UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets ; UNRWA : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ; UNSCOL : Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban ; UNSOA : Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie ; UNSU : Syndicat du personnel de l'Organisation des Nations Unies.

Annexe II

Notifications transmises par les États Membres au sujet d'enquêtes ou de poursuites concernant des infractions imputées à des fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies depuis le 1^{er} juillet 2016

Numéro ^a	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) ^b	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
1	2016/17	ONU-Habitat	Exploitation et atteintes sexuelles	Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne de mineurs	L'enquête n'a abouti à aucune poursuite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
2	2016/17	TPIR	Menace de mort	Menaces de mort écrites	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
3	2016/17	Secrétariat	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
4	2016/17	MINUSCA/ FINUL	Non renseigné	Non renseigné	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
5	2016/17	MINUSTAH	Vol/activités de bandes organisées/détention illégale d'arme à feu	Association avec une bande organisée impliquée dans des vols de véhicules et violation d'une loi relative à la détention d'armes à feu	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
6	2016/17	MONUSCO	Fraude	Vente frauduleuse de biens et émission de chèques sans provision	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
7	2016/17	MONUSCO	Trafic d'espèces menacées d'extinction	Trafic d'espèces menacées d'extinction (ivoire)	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Oui	Aucune information n'a été communiquée
8	2016/17	Mission des Nations Unies en Colombie	Exploitation et atteintes sexuelles	Harcèlement sexuel à l'encontre d'un adulte ayant refusé une demande de faveurs sexuelles	L'enquête n'a abouti à aucune poursuite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
9	2016/17	Mission des Nations Unies en Colombie	Menace d'agression physique	Menaces proférées à l'encontre d'un adulte lors d'une séparation	L'enquête n'a abouti à aucune poursuite	Oui	Aucune information n'a été communiquée

Numéro ^a	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) ^b	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
10	2016/17	BINUGBIS	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle et viol sur la personne d'un mineur	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
11	2016/17	MINUL	Vol/fraude	Vol de fonds et de fraude résultant du non-paiement de dettes	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
12	2016/17	MINUL	Non-paiement d'une dette	Non-versement de la pension alimentaire nécessaire à l'entretien d'un enfant	Demande retirée par le/la requérant(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
13	2016/17	MINUL	Non-paiement d'une dette	Contentieux de la paternité et non-versement de la pension alimentaire nécessaire à l'entretien d'un enfant	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
14	2016/17	MINUL	Non-paiement d'une dette	Non-versement de la pension alimentaire nécessaire à l'entretien d'un enfant	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable	Non	Aucune information n'a été communiquée
15	2016/17	MINUSS	Sédition	Activités subversives, notamment la fourniture d'un appui aux forces de l'opposition	Abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
16	2016/17	MINUSS	Infraction routière	Accident de circulation	Abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
17	2016/17	MINUSS	Adultère	Liaison extraconjugale	Paiement d'une amende	Non	Aucune information n'a été communiquée
18	2016/17	MANUA	Infraction routière	Accident de circulation ayant entraîné la mort	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
19	2016/17	Département de la sûreté et de la sécurité	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
20	2016/17	MIFRTP	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne mineurs	L'enquête n'a abouti à aucune poursuite	Non	Aucune information n'a été communiquée
21	2016/17	CCNUCC	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un adulte	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
22	2016/17	Secrétariat	Infraction routière	Excès de vitesse	Jugement rendu	Oui	Aucune information n'a été communiquée

Numéro ^a	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) ^b	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
23	2016/17	Secrétariat	Infraction routière	Non-respect de la priorité aux piétons et conduite sans permis	Jugement rendu	Oui	Aucune information n'a été communiquée
24	2016/17	UNITAR	Infraction routière	Non-respect des règles de priorité à un croisement, ayant entraîné des blessures	Jugement rendu	Oui	Aucune information n'a été communiquée
25	2016/17	UNICEF	Infraction routière	Excès de vitesse	Jugement rendu	Oui	Aucune information n'a été communiquée
26	2016/17	FINUL	Infraction liée à la drogue	Usage de drogues illicites	Enquête terminée	Non	Aucune information n'a été communiquée
27	2016/17	FINUL	Fraude/falsification	Utilisation d'un faux document du gouvernement	Abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
28	2017/18	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
29	2017/18	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
30	2017/18	MONUSCO	Complicité de meurtre	Complicité de meurtre	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
31	2017/18	MONUSCO	Complicité de meurtre	Complicité de meurtre	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
32	2017/18	MONUSCO	Menace de mort	Menaces de mort	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
33	2017/18	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
34	2017/18	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
35	2017/18	BINUGBIS	Infraction routière	Accident de circulation ayant entraîné la mort	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée

<i>Numéro^a</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)^b</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
36	2017/18	MANUA	Consommation d'alcool/agression physique	Consommation d'alcool et agression physique d'agents de police	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
37	2017/18	MINUAD	Terrorisme/atteinte à la sûreté de l'État	Terrorisme et atteinte à la sûreté de l'État	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
38	2017/18	MINUL	Vol/fraude	Fraude immobilière	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable d'outrage à magistrat : poursuites pour fraude en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
39	2017/18	MINUL	Vol/fraude	Participation à la vente de biens volés	Demande retirée par le/la requérant(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
40	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
41	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
42	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
43	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette	Non	Aucune information n'a été communiquée
44	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur a réglé l'intégralité de sa dette	Non	Aucune information n'a été communiquée
45	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur a réglé l'intégralité de sa dette	Non	Aucune information n'a été communiquée
46	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
47	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette	Non	Aucune information n'a été communiquée

Numéro ^a	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) ^b	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
48	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur a réglé l'intégralité de sa dette	Non	Aucune information n'a été communiquée
49	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette	Non	Aucune information n'a été communiquée
50	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette	Non	Aucune information n'a été communiquée
51	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette	Non	Aucune information n'a été communiquée
52	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette	Non	Aucune information n'a été communiquée
53	2017/18	MINUSS	Exploitation et atteintes sexuelles	Exploitation sexuelle d'un adulte	Affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
54	2017/18	HCR	Infraction routière	Excès de vitesse	Jugement rendu	Oui	Aucune information n'a été communiquée
55	2017/18	Secrétariat	Infraction routière	Excès de vitesse	Jugement rendu	Oui	Aucune information n'a été communiquée
56	2017/18	FNUAP	Exploitation et atteintes sexuelles	Exploitation sexuelle d'un adulte	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
57	2017/18	OSASG-Chypre	Infraction routière	Utilisation d'un véhicule à moteur sans certificat ni vignette	Paiement d'une amende	Non	Aucune information n'a été communiquée
58	2017/18	MINUSS	Fraude	Vente frauduleuse de biens de tiers	Règlement amiable ; plainte retirée	Non	Aucune information n'a été communiquée
59	2017/18	MINUSS	Atteinte à la pudeur d'une femme	Diffusion de fausses informations sur la nature d'une relation avec une femme	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
60	2017/18	MONUSCO	Non renseigné	Non renseigné	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée

Numéro ^a	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) ^b	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
61	2017/18	MONUSCO	Abandon d'enfant et non-assistance à personne en danger	Abandon d'enfant et non-assistance à personne en danger	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
62	2017/18	MONUSCO	Violation des règles de sécurité routière	Modification de la signalisation horizontale	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
63	2017/18	MONUSCO	Troubles à l'ordre public	Participation aux activités de milices, à des incendies criminels et à des troubles à l'ordre public	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
64	2017/18	MONUSCO	Fraude	Vente frauduleuse de biens	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
65	2017/18	MONUSCO	Détention et imputation abusives	Détention et imputation abusives	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
66	2017/18	MONUSCO	Arrestation arbitraire et imputation abusive	Arrestation arbitraire et imputation abusive	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
67	2017/18	UNRWA	Fraude	Faux et usage de faux	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
68	2017/18	UNRWA	Infraction liée à la drogue	Possession et usage de drogues illicites	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
69	2017/18	UNRWA	Contrefaçon	Contrefaçon	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
70	2017/18	UNRWA	Infraction liée à la drogue	Possession et usage de drogues illicites	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
71	2017/18	UNRWA	Infraction routière	Conduite d'un véhicule à moteur causant un blessé	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
72	2017/18	MINURSO	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée

<i>Numéro^a</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)^b</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
73	2017/18	MONUSCO	Harcèlement sexuel	Harcèlement sexuel sur la personne d'un adulte	L'enquête n'a abouti à aucune poursuite	Non	Aucune information n'a été communiquée
74	2017/18	Secrétariat	Corruption	Réception de pots-de-vin	Enquête arrêtée	Non	Aucune information n'a été communiquée
75	2018/19	MONUSCO	Adultère	Liaison extraconjugale	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e) ; en appel	Non	Aucune information n'a été communiquée
76	2018/19	MONUSCO	Non renseigné	Non renseigné	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
77	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
78	2018/19	MONUSCO	Fraude	Acquisition frauduleuse d'un bien	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
79	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Non renseigné ; le défendeur n'a réglé l'intégralité de sa dette	Non	Aucune information n'a été communiquée
80	2018/19	MONUSCO	Fraude	Établissement d'un chèque sans provision	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
81	2018/19	MONUSCO	Sédition	Association illégale avec des groupes armés	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
82	2018/19	MONUSCO	Fraude	Fraude liée à l'exécution d'un projet des Nations Unies	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
83	2018/19	MONUSCO	Fraude	Fraude liée à l'exécution d'un projet des Nations Unies	Abandon des poursuites	Oui	Aucune information n'a été communiquée
84	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
85	2018/19	MONUSCO	Occupation illégale d'un bien immobilier	Occupation illégale d'un bien immobilier	Jugement rendu	Non	Aucune information n'a été communiquée

Numéro ^a	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) ^b	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
86	2018/19	MONUSCO	Harcèlement	Prise en photo d'une personne sans autorisation	Règlement amiable. Plainte retirée	Non	Aucune information n'a été communiquée
87	2018/19	MONUSCO	Fraude/falsification	Vente frauduleuse de biens et utilisation de faux documents	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
88	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
89	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
90	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
91	2018/19	MONUSCO	Agression physique/fraude	Coups et blessures involontaires et non-paiement de la facture d'hôpital de la victime	Règlement amiable ; plainte retirée	Oui	Aucune information n'a été communiquée
92	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
93	2018/19	MONUSCO	Agression physique	Agression physique sur la personne d'un adulte	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
94	2018/19	MONUSCO	Agression physique	Agression physique sur la personne d'un adulte	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
95	2018/19	MONUSCO	Non renseigné	Non renseigné	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
96	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Abandon des poursuites	Oui	Aucune information n'a été communiquée
97	2018/19	MINUSMA	Vol à main armée	Participation à un vol à main armée dans une entreprise locale	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
98	2018/19	MINUAD	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Oui	Aucune information n'a été communiquée

<i>Numéro^a</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)^b</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
99	2018/19	Secrétariat	Détention illégale d'arme à feu	Violation d'une loi relative à la possession d'armes à feu et menaces au moyen d'une arme à feu	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
100	2018/19	Secrétariat	Infraction routière	Conduite en état d'ivresse ayant causé un accident	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Oui	Aucune information n'a été communiquée
101	2018/19	UNRWA	Menace de mort	Menaces avec une arme à feu	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
102	2018/19	Secrétariat	Agression	Agression physique sur la personne d'un adulte	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
103	2018/19	Secrétariat	Fraude	Fraude moyennant la falsification de documents n'émanant pas de l'ONU visant à obtenir des subventions auprès des autorités locales	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
104	2018/19	UNICEF	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	L'enquête n'a abouti à aucune poursuite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
105	2018/19	PNUD	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	Affaire classée ; résultat de l'enquête et des poursuites sous scellés	Non	Aucune information n'a été communiquée
106	2018/19	MONUSCO	Non renseigné	Litige concernant le lieu d'habitation	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
107	2018/19	UNICEF	Fraude	Fraude aux visas	Enquête terminée	Non	Aucune information n'a été communiquée
108	2019/20	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
109	2019/20	MONUSCO	Vol/fraude	Vol et extorsion/fraude	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
110	2019/20	MONUSCO	Non-paiement d'une dette	Non-paiement de la pension alimentaire des enfants	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée

Numéro ^a	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) ^b	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
111	2019/20	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Affaire classée ; abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
112	2019/20	MONUSCO	Aide à la réalisation d'un avortement	Aide à la réalisation d'un avortement	Affaire classée ; abandon des poursuites	Oui	Aucune information n'a été communiquée
113	2019/20	MONUSCO	Fraude	Infraction ayant trait à une dette	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
114	2019/20	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
115	2019/20	MONUSCO	Vol	Infraction ayant trait à une dette	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
116	2019/20	MONUSCO	Non renseigné	Non renseigné	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
117	2019/20	MONUSCO	Non renseigné	Non renseigné	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
118	2019/20	MONUSCO	Fraude	Établissement d'un chèque sans provision	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
119	2019/20	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Affaire classée ; abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
120	2019/20	MONUSCO	Tentative d'enlèvement, menace et diffamation	Tentative d'enlèvement, menace et diffamation	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
121	2019/20	MONUSCO	Non renseigné	Non renseigné	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
122	2019/20	MONUSCO	Non renseigné	Non renseigné	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée

Numéro ^a	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) ^b	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
123	2019/20	Secrétariat	Infraction liée au recouvrement d'une dette	Manquement aux obligations de paiement résultant d'une décision de justice	Dettes réglées ; affaire classée	Oui	Aucune information n'a été communiquée
124	2019/20	MINUAD	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Jugement cassé en appel	Non	Aucune information n'a été communiquée
125	2019/20	MINUAD	Exploitation et atteintes sexuelles	Enlèvement et viol sur la personne d'un adulte	Affaire classée ; abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
126	2019/20	MINUSMA	Agression, contrainte, torture	Agression physique, contrainte, non-assistance à personne en danger, abandon et torture sur la personne d'un mineur	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable d'agression et non coupable de contrainte et non-assistance à personne en danger	Oui	Aucune information n'a été communiquée
127	2019/20	MINUSS	Non renseigné	Non renseigné	Abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
128	2019/20	MINUSS	Fraude	Non-paiement d'une dette	Règlement amiable ; plainte retirée	Non	Aucune information n'a été communiquée
129	2019/20	MINUSS	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Affaire classée ; abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
130	2019/20	MINUSS	Fraude	Non-paiement d'une dette	Règlement amiable ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette	Non	Aucune information n'a été communiquée
131	2019/20	MINUSS	Fraude	Non-paiement d'une dette	Affaire classée ; le défendeur s'est acquitté de la totalité de sa dette	Non	Aucune information n'a été communiquée
132	2019/20	FINUL	Agression	Agression physique d'un partenaire domestique	Affaire classée ; abandon des poursuites	Oui	Aucune information n'a été communiquée
133	2019/20	Secrétariat	Agression	Agression physique d'un (ancien) partenaire domestique	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
134	2019/20	MINUSTAH	Non renseigné	Traite de personnes	Affaire classée	Non	Aucune information n'a été communiquée
135	2019/20	MONUSCO	Non renseigné	Non renseigné	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée

<i>Numéro^a</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)^b</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
136	2019/20	MONUSCO	Adultère	Liaison extraconjugale	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
137	2020/21	MONUSCO	Enlèvement d'enfant	Enlèvement d'un enfant	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
138	2020/21	MONUSCO	Fraude	Défaut de paiement d'une dette/abus de confiance	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
139	2020/21	MONUSCO	Diffamation	Diffamation	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
140	2020/21	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Affaire classée	Non	Aucune information n'a été communiquée
141	2020/21	MONUSCO	Abandon d'enfant	Abandon d'un enfant	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
142	2020/21	MONUSCO	Contrefaçon	Contrefaçon	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
143	2020/21	MONUSCO	Non renseigné	Non renseigné	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
144	2020/21	MONUSCO	Agression physique, menaces de mort et abandon d'enfant	Agression physique, menaces de mort et abandon d'enfant	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
145	2020/21	MONUSCO	Agression	Violence domestique	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
146	2020/21	MONUSCO	Abandon d'enfant	Abandon d'un enfant	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
147	2020/21	MONUSCO	Rétention illégale de document	Rétention illégale de document	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée

<i>Numéro^a</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)^b</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
148	2020/21	MONUSCO	Non renseigné	Non renseigné	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
149	2020/21	MONUSCO	Fraude	Fraude	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
150	2020/21	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
151	2020/21	MINUAD	Fraude	Fraude	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
152	2020/21	MINUSS	Adultère	Liaison extraconjugale	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
153	2020/21	MINUSS	Infraction routière	Accident de circulation	Affaire classée	Non	Aucune information n'a été communiquée
154	2020/21	MINUSS	Fraude	Fraude	Règlement amiable Affaire classée	Non	Aucune information n'a été communiquée
155	2020/21	MINUSS	Adultère	Liaison extraconjugale	Règlement amiable ; affaire classée	Non	Aucune information n'a été communiquée
156	2020/21	MINUSS	Adultère	Liaison extraconjugale	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
157	2020/21	MINUSS	Infraction routière	Accident de circulation	Affaire classée	Non	Aucune information n'a été communiquée
158	2020/21	MINUSS	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
1159	2021/22	UNFICYP	Infraction routière	Accident de circulation	Enquête terminée	Non	Aucune information n'a été communiquée
160	2021/22	MONUSCO	Fraude/agression physique	Non-versement d'un salaire et agression physique	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée

<i>Numéro^a</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)^b</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
161	2021/22	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Exploitation et atteintes sexuelles	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
162	2021/22	MONUSCO	Agression physique	Agression physique	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
163	2021/22	MONUSCO	Destruction de biens privés et vol	Destruction de biens privés et vol	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
164	2021/22	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
165	2021/22	MONUSCO	Vol	Vol	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
166	2021/22	MONUSCO	Association avec un groupe armé, meurtre et vol	Association avec un groupe armé, meurtre et vol	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
167	2021/22	MONUSCO	Fraude	Fraude	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
168	2021/22	MONUSCO	Agression physique	Agression physique	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
169	2021/22	MONUSCO	Non-paiement d'une dette	Non-versement de la pension alimentaire nécessaire à l'entretien d'un enfant	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
170	2021/22	MONUSCO	Fraude	Fraude	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
171	2021/22	MONUSCO	Fraude	Fraude	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée

<i>Numéro^a</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)^b</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
172	2021/22	MONUSCO	Fraude	Fraude	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
173	2021/22	MONUSCO	Menace de mort	Menace de mort	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
174	2021/22	MINUSS	Fraude	Non-paiement d'une dette	Accord de règlement à l'amiable	Non	Aucune information n'a été communiquée
175	2021/22	MINUSS	Traite	Traite des personnes	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
176	2021/22	MINUSS	Contrefaçon	Contrefaçon	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
177	2021/22	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
178	2021/22	MONUSCO	Fraude	Abus de confiance	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
179	2021/22	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
180	2021/22	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
181	2021/22	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
182	2021/22	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée
183	2021/22	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Oui	Aucune information n'a été communiquée

Numéro ^a	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) ^b	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
184	2021/22	MONUSCO	Infraction routière	Non-assistance à personne en danger et délit de fuite	Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
185	2022/23	MONUSCO	Non renseigné	Dispute conjugale	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
186	2022/23	MONUSCO	Non renseigné	Non renseigné	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
187	2022/23	MONUSCO	Non renseigné	Non renseigné	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
188	2022/23	MONUSCO	Agression physique	Agression physique	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
189	2022/23	MONUSCO	Occupation illégale d'un bien immobilier	Occupation illégale d'un bien immobilier	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
190	2022/23	MONUSCO	Menace de mort	Menace de mort	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
191	2022/23	MONUSCO	Fraude	Vente irrégulière d'un bien immobilier et association de malfaiteurs	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
192	2022/23	MONUSCO	Fraude	Émission d'un chèque sans provision	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
193	2022/23	MONUSCO	Abandon de famille	Abandon de famille	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
194	2022/23	MANUI	Détournement d'appareils de communication	Diffusion d'images à caractère pornographique	Enquête ou poursuites en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
195	2022/23	MANUA	Agression physique	Agression physique	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
196	2022/23	MINUSS	Recel et fraude	Recel de véhicules volés et fraude	L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e) du chef de recel. L'enquête sur les allégations de fraude se poursuit	Non	Aucune information n'a été communiquée

<i>Numéro^a</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)^b</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
197	2022/23	MINUSS	Fraude	Non-paiement d'une dette	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
198	2023/24	MONUSCO	Vol	Vol	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
199	2023/24	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un adulte	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
200	2023/24	MONUSCO	Agression verbale et physique	Agression verbale et physique	Affaire classée. Les autorités n'ont pris aucune autre mesure	Non	Aucune information n'a été communiquée
201	2023/24	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un adulte	Accord entre les parties. Les autorités n'ont pris aucune autre mesure	Non	Aucune information n'a été communiquée
202	2023/24	MONUSCO	Menaces d'attentat et déclarations diffamatoires	Menaces d'attentat et déclarations diffamatoires	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
203	2023/24	MONUSCO	Fraude	Dette et association de malfaiteurs	Accord entre les parties. Les autorités n'ont pris aucune autre mesure	Non	Aucune information n'a été communiquée
204	2023/24	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
205	2023/24	MINUSS	Fraude	Non-paiement d'une dette	Une décision de saisie-exécution a été rendue	Non	Aucune information n'a été communiquée
206	2023/24	MINUSS	Fraude	Émission de chèque sans provision	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
207	2023/24	MINUSS	Adultère	Liaison extraconjugale	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
208	2023/24	MINUSS	Adultère	Liaison extraconjugale	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
209	2023/24	MINUSS	Non-paiement d'une dette	Non-paiement de frais de justice	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
210	2023/24	MONUSCO	Fraude	Location frauduleuse de logement social	Affaire classée	Non	Des précisions ont été demandées

<i>Numéro^a</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)^b</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
211	2023/24	PNUD	Exploitation et atteintes sexuelles	Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur	Une enquête et des poursuites, ou les deux, sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée

Abréviations : BINUGBIS : Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau ; CCNUCC : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ; FINUL : Force intérimaire des Nations Unies au Liban ; FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la population ; HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; MANUA : Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan ; MANUI : Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq ; MIFRTP : Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux ; MINUAD : Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour ; MINUL : Mission des Nations Unies au Libéria ; MINURSO : Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental ; MINUSCA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine ; MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali ; MIUSS : Mission des Nations Unies au Soudan du Sud ; MINUSTAH : Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti ; MONUSCO : Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ; ONU-Habitat : Programme des Nations Unies pour les établissements humains ; OSASG-Chypre : Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre ; PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement ; TPIR : Tribunal pénal international pour le Rwanda ; UNFICYP : Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre ; UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; UNITAR : Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche ; UNRWA : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

^a D'autres affaires ont été signalées mais les États Membres concernés ne souhaitent pas qu'elles figurent dans le présent rapport.

^b Lorsqu'un État Membre présente une demande de levée de l'immunité, il est procédé à un examen officiel visant à déterminer si celle-ci s'applique ou non dans l'affaire en question. On trouvera de plus amples informations sur la pratique de l'ONU en la matière dans le rapport du Secrétaire général paru sous la cote [A/63/331](#).